

REPUBLIQUE DU BENIN



**Université d'Abomey-Calavi
(UAC)**



**Institut National de la Jeunesse,
de l'Education Physique et du Sport
(INJEPS)**

**Mémoire pour l'obtention de la Maitrise en Sciences et Techniques des
Activités Socio Educatives (STASE)**

Option : Développement Communautaire

Thème

**JEUNES ET DEVELOPPEMENT SOCIAL EN HAÏTI :
CAS DE LA COMMUNE DE OUANAMINTHE**

**Préparé par :
Romial SAINT-VIL**

**Sous la direction du :
D^r Antoine HOUNGA
Professeur-assistant à l'INJEPS**

Octobre 2009

Sommaire

Dédicace	ii
Remerciements	iii
Sigles et acronymes	v
Introduction	1
I. Cadre physique de la recherche	5
1-1. Justification du contexte.....	6
1-2. Présentation du cadre de l'étude.....	7
II. Cadre théorique	21
2-1. Revue de littérature.....	22
2-2. Clarifications des concepts.....	25
2-3. Modèle théorique.....	29
2-4. Problématique.....	32
2-5. Objectifs et hypothèse de recherche.....	34
III. Démarche méthodologique	36
3-1. Population d'enquête et échantillonnage.....	37
3-2. Techniques et outils de collecte des données.....	39
3-3. Gestion des données et difficultés rencontrées.....	41
3-4. Grilles de récapitulation.....	42
IV. Présentation des résultats, analyses et suggestions	44
4-1. Présentation des résultats.....	45
4-2. Analyse des résultats.....	52
4-3. Suggestions.....	60
Conclusion	69
Références bibliographiques	71
Annexe	76
Table des matières	77

DEDICACES

A

▶ *Ma mère, Marie Nicole MILHOMME et mon père Anéas SAINT-VIL. Recevez mes salutations filiales, que DIEU vous garde et vous protège.*

▶ *Mes frères et sœurs : Enel, Aphnie, Miouva, Esmine, Stanley, Livens SAINT-VIL. Je vous aime.*

REMERCIEMENTS

Je remercie DIEU et mes sincères gratitude vont à tous ceux qui se sont impliqués de près ou de loin dans la réalisation de ce document.

De façon particulière, je remercie ici mon directeur de mémoire :

Monsieur **Antoine HOUNGA**, Docteur en géographie, option hôtellerie et tourisme, professeur-assistant à l'INJEPS, pour avoir accepté de diriger ce travail avec rigueur et abnégation malgré ses multiples occupations ;

Mes remerciements vont également :

- ✓ Aux autorités du Ministère de la Jeunesse des Sports et d'Action civique, particulièrement son excellence **Evans LESCOUFLAIR**, Ministre de la Jeunesse des Sports et de l'Action Civique et Monsieur **Daniel PIERRE-CHARLES**, directeur général du Ministère de la Jeunesse des Sports et de l'Action Civique ;
- ✓ Au corps professoral et tout le personnel administratif de l'INJEPS pour leurs supports sans condition;
- ✓ A tous les professeurs qui se sont investis dans ma formation, une formation de qualité ;
- ✓ A tous les collègues de la promotion 2005-2010 de Jeunesse et Animation à l'INJEPS pour leurs amitiés et fraternité à mon égard ;
- ✓ Au professeur **APLOGAN Barnabé**, Directeur Adjoint de l'INJEPS pour son soutien moral ;
- ✓ A Monsieur **Adam KPENOUKOUNDEHOU** pour sa disponibilité et son hospitalité envers nous ;
- ✓ A monsieur **Filibert DJIDONOU** ;
- ✓ A tous les confrères et consœurs de la Communauté des Etudiants Haïtiens à l'INJEPS (CEHI) pour leur sympathie et leurs soutiens, Particulièrement **CADET Fanfan**, **CHERY Jean Joël**, **FLEURANT Kerby**, **ILUSTE Clifford O.J.** et **VENDREDY Patrick** ;

- ✓ A **Nadeige JEAN-PIERRE** et **Lunda DATUS**, qui m'ont été d'une très grande utilité dans la réalisation de ce document. Toute ma reconnaissance ;
- ✓ A **Henry-Claude SAINVIL** pour son aide et son assistance ;
- ✓ Au couple **Daniel JOSEPH** et **Marie José GUILLAUMME**, pour leurs conseils et supports ;
- ✓ Au Révérend, PhD **Louis Gabriel BLOT** pour son soutien moral et financier. Toute ma gratitude ;
- ✓ Au Révérend, Docteur **CHARLES Joseph Charles** pour ses conseils ;
- ✓ A **Joseph ELYSIAS**, pour son soutien moral et sa fraternité ;
- ✓ A tous ceux qui se sont généreusement ouverts à moi lors de mes investigations.

SIGLES ET ACRONYMES

ACDI	: Agence Canadienne de Développement International
BID	: Banque Interaméricaine de Développement
CAEP	: Central Autonome d'Eau Potable
CELADE	: Centre Latino Américain de Démographie
CNRA	: Commission Nationale à la Réforme Administrative
CONFESJES	: Conférence des Ministres de la Jeunesse et des Sports des Pays ayant le Français en partage
DGI	: Direction Générale des Impôts
DSNCRP	: Document de Stratégie Nationale pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté
EDH	: Electricité d'Haïti
EMMUS	: Enquête sur la Mortalité, la Morbidité et l'Utilisation des Services
FAO	: Fonds des Nations Unies pour l'Alimentation
FASCH	: Faculté des Sciences Humaines
FIDA	: Fédération Internationale de Développement Agricole
FOSREF	: Fondation pour la Santé Reproductive et l'Education Familiale
IDH	: Indice de Développement Humain
IHSI	: Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique
INJEPS	: Institut National de la Jeunesse, de l'Education Physique et du Sport
IST	: Infections Sexuellement transmissible
JASE	: Jeunesse et Animation Socio Educative
MARNDR	: Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural
MAST	: Ministère des Affaires Sociales et du Travail
MENFP	: Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle
MJSAC	: Ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Action Civique
MPCE	: Ministère de la Planification et de la Coopération Externe
MSPP	: Ministère de la Santé Publique et Population
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
OMD	: Objectif du Millénaire pour le Développement
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé
ONG	: Organisation Non Gouvernementale

ONU	: Organisation des Nations Unies
OPS	: Organisation Panaméricaine de la Santé
PAM	: Programme Alimentaire Mondial
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNB	: Produit National Brut
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PPA	: Parité du Pouvoir d'Achat
RGPH	: Recensement Général de la Population et de l'Habitat
UAC	: Université d'Abomey-Calavi
UEH	: Université d'Etat d'Haïti
UNESCO	: Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNFPA	: Fonds des Nations Unies pour la population
VDH	: Volontaire pour le Développement d'Haïti

INTRODUCTION

INTRODUCTION

L'histoire rapporte que la terre d'Haïti est habitée par les Arawaks jusqu'en 1503 : une date qui marque la venue des premiers Noirs d'Afrique pour remplacer la main d'œuvre impuissante de cette tribu indienne. Elle était par ses richesses minières, sa fertilité et sa position géographique stratégique, la convoitise des puissances coloniales.

En 1789, une révolte des esclaves a débuté ensuite elle se généralise dans toute la colonie pour aboutir à l'indépendance le 1er janvier 1804. Deux ans après, Jean Jacques Dessalines, le père de l'indépendance est assassiné, ce qui entraîne des crises politiques et sociales. Le pays devient la scène des luttes de pouvoir et de classes dont les conséquences sont néfastes pour la population. « En 2001, 56% de la population haïtienne, soit 4,4 millions d'habitants sur un total de 8,1 millions, vit en dessous du seuil de la pauvreté extrême de 1\$ US PPA¹ par personne et par jour. Sur 10 personnes, on estimait qu'environ 7,6 sont considérées pauvres, c'est-à-dire ne disposant pas de 2 US \$ PPA par personne et par jour, 40% des plus pauvres de la population n'ont accès qu'à seulement 5,9% du revenu total, tandis que les 20% les plus nantis captent 68%. Ainsi, 80% de la population ne disposent que de 32% des revenus et que les 2% les plus riches seraient en possession de 26% du revenu total. L'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI), conjointement avec le Centre Latino Américain de Démographie (CELADE) et le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), estiment l'espérance de vie à la naissance à 58,1 (2000-2005), sur la base des données du Recensement de 2003 »². En 2009, Haïti régresse dans le classement de l'Indice de Développement Humain (IDH) des pays en passant du 146^{ème} rang en 2007 au 148^{ème} rang sur 177 pays que prend en compte l'étude du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

La pauvreté est un phénomène mondial et représente l'un des facteurs qui occasionne la tenue du sommet du millénaire à New York en septembre 2000. Lors de cette grande réunion, les chefs d'Etat présents ont adopté un ensemble de mesures concrètes. Ces dernières visent à réduire de moitié d'ici à 2015, la proportion de la population dont le revenu

¹ Parité du Pouvoir d'Achat, se rapporte à la quantité de biens et de services susceptibles d'être acquis avec un PIB par habitant donné.

² MPCE. (2007). Document de Stratégie Nationale pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (DSNCR) 2008-2010. Port-au-Prince, p.14.

journalier est inférieur à « un (01) dollar américain »³ et qui vit en situation d'extrême pauvreté.

En Haïti, beaucoup de changements se sont opérés ces dernières années sur le plan politique, économique et social. La solidarité internationale devient de plus en plus remarquable. Le changement de régime politique a garanti une certaine stabilité, la lutte des classes devient moins apparente. Les efforts pour combattre la pauvreté se multiplient et se matérialisent à travers des forums, la mise en place des plans et stratégies de développement.

Malgré tous ces changements, le niveau de vie de la population se dégrade de jour en jour surtout après les catastrophes naturelles de 2002, de 2004 et surtout de juillet 2008. Les problèmes d'alimentation, de revenu, de santé, d'éducation et de disponibilité des services sociaux de base prouvent que le développement social est à un niveau très critique. Les jeunes les plus touchés, de par leur proportion, leurs capacités et potentialités, représentent « plus de 50% »⁴ de la population. Une mobilisation de ceux-ci, appuyée par un emballage social et un potentiel communautaire, les engagerait dans la lutte pour améliorer leurs conditions de vie, celle des autres membres de leur communauté ainsi que l'amélioration de l'environnement social, humain et culturel du pays.

C'est la raison pour laquelle ce travail de recherche que nous initions, permettrait de montrer le rôle des jeunes dans le développement social en Haïti en général et à Ouanaminthe en particulier. Il est structuré en quatre parties. La première partie expose le cadre de l'étude, la deuxième prend en compte le cadre théorique, la troisième partie quant à elle, précise la méthodologie adoptée. Dans la quatrième partie, les résultats et les interprétations des enquêtes menées à l'instar de cette étude, permettront d'une part d'apprécier le niveau de développement social de ces jeunes et d'autre part de faire des suggestions utiles.

³ Un (1) dollar américain équivaut approximativement à 500 Francs CFA ou 38 Gourdes (en Septembre 2009)

⁴ IHESI. (2005). 4^{ème} Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH).

PREMIERE PARTIE

Chapitre I. CADRE D'ETUDE :

- 1-1. **Justification du choix du thème et du cadre d'étude**
- 1-2. **Présentation du cadre de l'étude**

Chapitre I. CADRE D'ETUDE

1-1. Justification du choix du thème et du cadre d'étude

Il est important pour nous de justifier les raisons qui nous ont motivé à choisir ce thème afin de montrer sa portée, ses intérêts sur le plan scientifique. Aussi, évoquerons-nous le cadre dans lequel s'est déroulée notre étude.

1-1-2. Justification du choix du thème

Haïti est longtemps considérée comme le pays, le plus pauvre de l'hémisphère occidental pour des raisons économiques et sociales très peu satisfaisantes. Les jeunes qui constituent la majorité de la population soit « plus de 50% »⁵, sont les couches les plus défavorisées et les plus touchées. L'Etat haïtien malgré sa bonne volonté, demeure impuissant face à cette situation qui gangrène le pays, parce qu'il manque suffisamment de ressources à tous les plans. Les conséquences sont évidentes et perceptibles :

- inefficacité des interventions sur les plans sanitaire, éducationnel, culturel, sportif, etc.
- persistance de la précarité, parce que les conditions de vie de la population ne s'améliorent pas.

Alors, par cette étude, il s'agit pour nous de repérer les moyens inexplorés pouvant relever le pouvoir d'achat de la population et ceux qui existent déjà mais qui ne sont pas de façon judicieuse mis à la disposition de la population par l'Etat dans ses approches de solution. Aussi vise-t-elle à susciter une participation sociale axée sur le rôle des jeunes dans le développement social dans ce cadre qu'est Haïti.

1-1-2. Justification du choix du cadre

Les conditions de vie difficile, la pauvreté et le sous-développement sont des phénomènes qui touchent le pays dans son intégralité, par conséquent, les dix Départements seraient le cadre idéal pour mener l'étude. Vu le temps imparti pour réaliser ce travail, il est nécessaire de cibler un endroit précis représentatif du pays.

Notre choix, de façon spécifique, est porté sur Ouanaminthe, située dans le département du Nord-Est et est une ville frontalière à Dajabòn. Elle représente un lieu de

⁵ Opt. Cit. IHSI

prédilection où se tient et s'anime le marché binational le plus important de l'île partagée par Haïti et la République Dominicaine. Ouanaminthe constitue un point géographique où des milliers de migrants haïtiens "sans papiers" transitent chaque mois pour aller vers le territoire dominicain en quête d'emploi et de meilleures conditions de vie. Mais malheureusement, le contrôle du territoire national institué par le gouvernement de la Nation d'accueil c'est-à-dire la République Dominicaine, fait que ces clandestins sont vite repérés et reconduits presque quotidiennement à la frontière afin de rejoindre leur pays d'origine, Haïti. Voilà une preuve des conditions difficiles de vie auxquelles sont confrontés ces migrants dans leur pays étant donné qu'ils sont constitués pour la plupart de jeunes.

En 1993, l'Organisation des Nations Unies (ONU) ordonne un embargo pétrolier sur Haïti dans un effort concerté pour finir avec la dictature militaire du Général Cédras. La Commune de Ouanaminthe devient alors l'axe du marché noir des produits pétroliers. Des milliers de pauvres haïtiens y déferlèrent, espérant y faire fortune.

Il est utile de signaler ici que le Département du Nord-Est dans lequel se situe Ouanaminthe est par surcroît, le plus pauvre du pays « avec un taux de 80% touchant particulièrement les jeunes »⁶. « Ouanaminthe a une population de 85 806 habitants en 2005 et plus de la moitié de cette dernière est constituée de jeunes ayant moins de 18 ans » IHSI (2005). Notre connaissance de Ouanaminthe est sans ambages puisqu'elle est d'une part notre ville natale et d'autre part notre cadre d'étude.

1-2. Présentation du cadre de l'étude

Pour faciliter la compréhension de notre étude et une bonne interprétation des résultats de nos recherches sur le terrain, il est important que nous présentions le cadre physique de la recherche dans ces aspects géographiques, sociaux, économiques, structurels et infrastructurels. Ainsi, la présentation de Ouanaminthe comme cadre d'étude commence par une généralité sur la République d'Haïti dont elle est une Commune.

⁶ FIDA. (2007). République d'Haïti, Exécution du premier cycle du Programme d'appui aux initiatives productives en milieu rural, financé dans le cadre du mécanisme flexible de financement. Rome, p. 5.

1-2-1. Présentation de la République d'Haïti

1-2-1-1. Haïti, île des grandes Antilles aux ressources socioculturelles très riches et diversifiées

L'île d'Haïti a une superficie de 76 480 km² et est située dans l'archipel des Antilles à l'entrée du golfe du Mexique. Elle est limitée au Nord par l'océan Atlantique, au Sud par la mer des Antilles, à l'Est par le Canal de Porto-Rico et à l'Ouest par le Golfe de la Gonâve. L'île d'Haïti est divisée en deux pays : la République Dominicaine qui occupe les deux tiers à l'Est et la République d'Haïti à l'Ouest.

La République d'Haïti est indépendante le premier Janvier 1804. Sa population est estimée à 8,7 millions d'habitants en 2007, avec une densité de 300 ha/km² et une croissance de 2,453% l'an. Sa Capitale est Port-au-Prince avec une population de 801 566 d'habitants. Sa devise est : « *Liberté Egalité Fraternité* ». Les langues officielles d'Haïti sont le Créole et le Français. La monnaie est la Gourde, en Septembre 2009, un (1) Dollar vaut 38 Gourdes. 80% des haïtiens sont Catholiques, 16% sont protestants mais le vaudou est pratiqué par environ la moitié des Haïtiens. Le régime politique est semi présidentiel, l'actuel Président est René Garcia PREVAL.

1-2-1-2. Constat d'une population d'immigrés à majorité noire

La population haïtienne est le fruit d'union entre différentes races. Elles sont composées de colonisateurs espagnols et français du 16^{ème} au 18^{ème} siècle, de quelques centaines d'Indiens caraïbes rescapés de l'extermination par les conquistadores lors de la découverte de l'île. Et surtout, des africains déportés des côtes de Guinée à partir de 1502, puis de toutes les côtes de l'Afrique. Elle est actuellement composée d'une majorité de Noirs (95%), d'une minorité de Mulâtres (5%) et de quelques milliers de Blancs. La population haïtienne est jeune : la moitié à moins de 20 ans. Au cours des dernières années, le pays a connu un intense exode vers Port- au- Prince, et dans une moindre mesure vers le Cap-Haïtien (2^{ème} ville du pays).

Une immigration massive est à l'origine de la population haïtienne : migration forcée d'au moins un million et demi d'Africains et migration volontaire de quelques centaines de milliers de Français et autres Européens. Depuis l'indépendance, Haïti n'a connu qu'une immigration très faible. Par contre l'émigration atteint actuellement un niveau sans précédent. Elle est de trois types : celle des travailleurs agricoles vers les pays voisins (essentiellement la

République Dominicaine), celle de certaines élites vers (le Canada, les Etats-Unis, la France, plusieurs autres pays africains) et enfin la migration clandestine vers les grandes métropoles d'Amérique du Nord. Cette diaspora haïtienne concerne environ deux millions de personnes.

1-2-1-3. Haïti, un pays doté d'atouts naturels, très favorables au développement des activités de plein air

Haïti occupe une superficie de 27 750 km² et se situe entre 71°20 et 74°30 longitude Ouest et 18°0 et 20°6 latitude Nord. Son relief est très tourmenté et érodé avec les montagnes ayant entre 200 et 3 000 mètres d'altitude et représentent les $\frac{3}{4}$ de la superficie nationale. C'est pourquoi ce relief de montagne ainsi que les 3 000 km de côtes qui l'entourent, permettent aux différents Ministères ayant en charge les loisirs et le tourisme, de développer des activités dans ces domaines à savoir : les randonnées pédestres, les excursions, les expéditions, les sports nautiques, etc. Ses plus hauts sommets sont : Le morne la Selle 2 680m, le pic Macaya 2 347m, Cibao 2 280m et le morne Bois-pins 2 235m. Bénéficiant de plaine d'une superficie de 7 000 km², de surface cultivable de 8 700 km² et de l'espace non cultivée occupant 8 200 km².

Elle dispose de cinq (5) îles adjacentes : La Gonâve 658 km², La Tortue 180 km², Ile à vache 52 km², les Cayemites 45 km² et la Navase 4,5 km² qui s'ajoutent à ses potentiels naturels. Elle est marquée par un climat tropical de deux saisons pluvieuses (le printemps et l'automne) avec une pluviométrie annuelle de 1 600 mm et deux saisons sèches (l'Hiver et l'Eté).

La température moyenne annuelle varie entre 24°C et 27°C dans ce pays aux ressources économiques très limitées.

1-2-1-4. Haïti, pays des Caraïbes au système économique le moins développé

Haïti est le pays le plus pauvre des Caraïbes. Plus de 56% de la population disposent de moins d'un (01) dollar US par jour. Le Produit National Brut (PNB) est de 14,79 milliards de dollars US (estimations de 2006) avec une croissance de 2,5% par an, son PIB est de 05

milliards de dollars US (2006) une dette extérieure de 1 milliard 448 millions de dollars US en 2005. La population active de 15 ans et plus est de 54,4%.⁷

Ses activités économiques reposent en grande partie sur l'agriculture. Environ 70% de la population dépendent directement ou indirectement du secteur agricole. Ce secteur emploie environ 50,6% de la population active et contribue à 27,4% au PIB national. L'industrie et les services représentent près de 17,3 % et 55,3 % du PIB, respectivement.

• **L'agriculture**

Elle consiste en :

- cultures vivrière : maïs, maniocs, patates douces, haricots, riz, plantains ;
- culture commerciale : café, mangues, canne à sucre, sisal, cacao, noix de coco, tabac, coton, bois ;
- pêche et élevage.

L'agriculture (y compris la production agricole, l'élevage et la pêche) représente 7,4% des exportations totale du pays.

• **Les échanges commerciaux**

Haïti importe des machines, des produits manufacturés de base, des produits pétroliers, des produits chimiques et dérivés, les denrées alimentaires tels que le blé, le riz, le sucre (raffiné et brut), l'huile de palme et l'huile de soja, la viande de poulet et le lait évaporé. Ses principaux partenaires d'importations sont : Etats-Unis, Italie, France, Belgique, Allemagne. Le pays exporte le café, le sucre, les produits artisanaux, les matériels électriques, les conserves alimentaires, principalement vers: Etats-Unis, japon, France, Canada et Allemagne.

«En 2001, les exportations informelles du pays à destination de la République Dominicaine ne seraient pas négligeables, car elles représentent près de 20 % des exportations agricoles totales. Les principaux produits haïtiens exportés vers la République Dominicaine sont le café, le bétail, les haricots secs, le maïs, les mangues, le tamarin et les avocats ainsi qu'une quantité considérable de riz (environ 13 000 tonnes) et de haricots (près de 8 000

⁷ Entraide et Fraternité. (2007). *Haïti en bref*.

http://www.entraide.be/uploads/media/HAITI_EN_BREF_02.pdf

tonnes) importés des États-Unis. À l'inverse, la République Dominicaine exporte informellement vers Haïti quelques 10 000 tonnes de brisures de riz ainsi que des noix de coco, des bananes et des œufs au cours de l'année 2001.»⁸

Pour ses échanges, Haïti dispose de deux aéroports internationaux (Port-au-Prince, Cap-Haïtien), quatre aéroports régionaux (Jacmel, les Cayes, Port-de-Paix, et Ouanaminthe) et de cinq principaux ports maritimes (Port-au-Prince, Cap-Haïtien, Miragoâne, Gonaïves, Jacmel).

• **Les industries**

L'industrie est en grande partie consacrée à la transformation des produits agricoles : café, sucre, sisal, ciment, farine, rhum et cigarettes. L'industrie manufacturière produit essentiellement du textile, des matières plastiques et du ciment. Quelques usines d'assemblage (vêtements, matériels électriques, jouets) travaillent pour l'exportation. Les centrales hydroélectriques, notamment sur le fleuve Artibonite, fournissent 70 % de l'énergie nécessaire au pays.

• **Ressources minières**

La convoitise des richesses minières, en particulier l'or qui abondait dans les montagnes et les rivières, par les conquistadores Espagnols a eu pour conséquence l'extermination des premiers habitants d'Haïti. Cette exploitation abusive n'a vraiment cessé qu'à l'épuisement des gîtes superficiels à or grossier. Depuis lors, l'activité minière dans la partie occidentale de l'île (République d'Haïti) a connu une éclipse.

C'est en 1920 avec l'installation de briqueterie dans les régions d'Arcahaie, de Hinche, de Cap-Haïtien, de Grande Rivière du Nord, qu'a démarré l'activité minière sur une base industrielle. En suite, l'implantation d'une cimenterie à Fond Mombin au début des années 50 a permis l'exploitation des calcaires et des marnes localisés aux alentours de l'usine.

« Les principales ressources minières d'Haïti sont : la bauxite, l'or, l'argent, le nickel, le cuivre, les sables, les roches, la terre à ciment, le soufre, le carbonate de calcium, le lignite,

⁸ Mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires en Haïti. (2005). Rapport spécial. <http://www.fao.org/giews/>

le marbre, le jaspe et la pouzzolane. Une exploitation rationnelle de ces minerais aurait contribué de façon considérable au développement économique du pays et à la réduction de la pauvreté »⁹.

• **Tourisme**

La richesse culturelle demeure l'un des atouts majeurs de la société haïtienne. Elle est un métissage des cultures africaine, européenne, créole et dotée d'une forte créativité artistique plus particulièrement, la musique (Compas, Racines et Rap Créole), l'artisanat et la peinture haïtienne. Ces arts acquièrent une reconnaissance internationale.

Le domaine artistique, le patrimoine historique et naturel constitue un créneau porteur pour le développement des activités de jeune et du secteur touristique. En 2004, Haïti reçoit la visite de 300 531 touristes, il est très loin derrière la République Dominicaine, Cuba et la Jamaïque.

L'IHSI, dans un inventaire réalisé en 2003, a répertorié un certain nombre de sites qui constitue la richesse du patrimoine haïtien et de ce fait un support incontestable pour le tourisme. A cet effet il dénombre : vingt (20) places historiques, six cent vingt trois(623) monuments et sites touristique, cent quatre vingt trois (183) sites coloniaux, cent soixante et un (161) sites historiques. Il faut signaler que les sites touristiques les plus visités sont : Labadie plage, Sans Souci, La Citadelle La Ferrière dans le Nord, Cascades de Saut d'Eau dans le Centre et Jacmel dans le Sud-est.

• **Les ressources naturelles d'Haïti**

Haïti, comme tous les pays des Caraïbes, possède une grande richesse en ressources naturelles. Son climat, son relief, son patrimoine historique et culturel, font d'elle une destination potentielle pour les touristes.

Le pays compte six mille cinq cent soixante onze (6 571) points d'eau dont mille deux cent trente neuf (1 239) rivières, trois mille sept cent quatre vingt huit (3 788) sources, cent quarante huit (148) étangs, soixante deux (62) lacs et huit cent soixante onze (871) lagons. Elle est traversée par deux grandes chaînes de montagnes et disposent de plusieurs plaines et

⁹ Bureau des Mines et de l'Energie. (1992). Inventaire des ressources minières de la République d'Haïti. <http://www.bme.gouv.ht/mines/fascicule/f3nordest.pdf>

plateaux (plaine du Nord, plaine du cul-de-sac, plaine de Léogane, Le plateau central etc.) Deux cent soixante dix huit (278) sites naturels qui consistent en grottes, plages, parcs naturels etc. sont également répertoriés.¹⁰

1-2-1-5. L'organisation du système administratif haïtien

L'administration d'Haïti est régie par la loi du 6 Septembre 1982, qui l'article en administration d'Etat consacré à la prestation des services d'intérêt général et en administration des Collectivités Territoriales chargée de la gestion des affaires particulières et des entités locales.

L'administration d'Etat est divisée en administration d'Etat proprement dite et en administration décentralisée d'Etat.

- *Administration d'Etat*: La présidence, le Conseil des Ministres et les Départements ministériels.
- *Les administrations décentralisées d'Etat* : Les organismes autonomes à caractère culturel ou scientifique et les organismes autonomes à caractère financier, commercial et industriel.
- *L'administration territoriale d'Etat* est formée de services territoriaux déconcentrés ou extérieurs.

1-2-1-6. Découpage administratif du territoire haïtien :

Départements, Communes et Sections Communales

La Constitution haïtienne en vigueur depuis le 29 mars 1987, en son article 61 crée les Collectivités Territoriales autonomes. « Elles sont des institutions locales d'origine référendaire dotées par la constitution de personnalité juridique et par la loi de pouvoirs et de ressources propres en vue d'administrer les affaires locales sous la tutelle de l'Etat unitaire. Leurs organes de délibération et d'exécution (conseillers et membres d'assemblée), légitimés par la souveraineté locale, sont issus du suffrage universel direct ou indirect.

Les Collectivités Territoriales sont destinées à servir les intérêts locaux et sont considérées tout à la fois comme des personnes de droit public, des entités géographiques,

¹⁰ IHSI. (2007). Inventaires des ressources et potentialités des communes d'Haïti. Ministère de l'Economie et des Finances.

politiques et administratives. Elles comprennent : le Département, la Commune et la Section Communale. Dans la gestion de leurs affaires propres, distinctes des affaires de l'Etat, elles concourent à l'administration, à l'aménagement du territoire, au développement économique, social, culturel et scientifique ainsi qu'à la protection de l'environnement. »¹¹

« La Commune est la seule des trois niveaux de décentralisation qui est effectivement opérationnelle. Ses domaines de compétence sont précisés dans les articles 31, 41 de la loi de 1982 et consistent en :

- l'organisation de la police communale ;
- l'aménagement, l'assainissement et l'embellissement du territoire communal ;
- la fourniture de certains services publics de base ;
- la promotion économique, la sauvegarde des intérêts économique de ses administrés ;
- la promotion culturelle ;
- la promotion sociale. »¹²

L'ensemble de ces domaines de compétence de la Commune exige une participation active de la population locale dans la mise en place des stratégies et l'entreprise d'actions concrètes favorisant le développement social local, l'amélioration des conditions de vie et la préservation des jeunes

On distingue dix Départements (Artibonite, Grande-Anse, Nord, Nord-Est, Nord-Ouest, Nippes, Ouest, Centre, Sud, et le Sud-Est) ; 42 Arrondissements ; 140 Communes et 569 Sections communales.

Au nombre des Communes du Département du Nord-est, figure celle de Ouanaminthe.

1-2-2. La Commune de Ouanaminthe : une Commune frontalière à forte potentialité économique

¹¹ PRIVERT, J. (2006). Décentralisation et collectivité territoriale : contrainte, enjeux et défis, p. 91.

¹² Commission Nationale à la Réforme Administrative (CNRA). Unité de décentralisation et des collectivités territoriales. (2002). Problématique de la décentralisation et réalité des collectivités territoriales, p. 62.

Ouanaminthe partage la frontière haïtiano-dominicaine avec Dajabon, elle est le siège d'un important échange commercial entre les deux pays. Commune du Département du Nord-Est, Ouanaminthe est divisée en 21 localités dont cinq (5) Sections Communales : Savane-Longue, Acul-des-Pins, Haut-Maribahoux, Gens-de-Nantes et Savanes-au-lait. Les Ouanaminthais sont estimés à 85 806 habitants en 2005, dont 41 148 hommes et 44 658 femmes. Ouanaminthe occupe une superficie de 222,90 km² et sa densité est 260 ha/ km². Plus de la moitié de sa population (54,1%) résident en milieu urbain. La répartition de la population de la Commune de Ouanaminthe par grand groupe d'âges présente la structure suivante : 42,0% de la population sont âgées de moins de 15 ans; la population âgée de 15 à 64 ans représente 54,0% et celle de 65 ans et plus, 4,0%. IHSI (2005). Aussi, se situe-t-elle dans une zone humide, avec une pluviométrie moyenne de 1800 mm. Sa température moyenne est comprise entre 26° et 28°C et ses mois les plus mouillés se répartissent de juillet à décembre.

1-2-2-1. Ouanaminthe commune de grandes ressources naturelles

Les ressources naturelles à Ouanaminthe se composent d'une variété de sols, d'un réseau hydrographique assez important et de ressources forestières très diversifiées que nous présentons dans les lignes qui suivent.

- **Les sols**

Dans les zones de vallées, comme Savane-au-Lait et Savane Longue, on rencontre des sols provenant de la décomposition des diorites quartzifères qui leur confèrent une teinte claire et une texture sableuse. Par contre, dans les zones de montagnes comme Gens-de-Nantes, les sols sont d'origine volcanique, en général peu profonds mais encore productifs. Dans la plaine de Maribaroux, ils sont colluviaux, à texture franche et à bonne potentialité agricole qu'arrose un réseau hydrographique bien alimenté.

- **L'Eau**

Le réseau hydrographique de la Commune est alimenté par six rivières : Jassa, Lamatrie, Sable, Massacre, Canari et Ti Rivière. Ces trois dernières traversent la ville de Ouanaminthe. La Commune est dotée de nombreuses sources dont la plus importante est celle du Haut Dilairé à Acul des Pins. Six lagons sont identifiés dont cinq appartiennent à la

section de Maribaroux et l'autre à Savane Longue. Il s'agit des lagons Gabriel (environ 7 ha), Manuel, Lilet, Rond, Ceïna et Fagale qui offrent de bonnes possibilités d'exploitation aquicole. Ce réseau permet aussi le développement des activités de loisirs à travers la pratique du canoë-kayak, la voile etc. qui sont des occasions de contemplation de la nature notamment la forêt.

- **Les Ressources forestières**

En matière de ressources forestières, la strate arborée est dominée par des essences comme : le campêche, le candélon, le manguier, le cocotier, les agrumes, la noix d'acajou, le chêne, l'avocatier, l'acajou, le neem etc. La strate arbustive compte surtout des goyaviers, des petits caïmitiers et quelques caféiers épars. Sur la strate inférieure poussent l'arachide, le pois inconnu, le haricot, le malanga par endroits et l'herbe Madame Michel. On retrouve aussi des lots boisés au sommet des mornes encore inaccessibles de Gens-de-Nantes, une forêt de campêche à Robineau (environ 12.3 ha) et un bosquet communal (2 ha) à Dilaire. Jusqu'à présent, la couverture forestière de Ouanaminthe est assez dense, sauf sur les mornes Mellia et Martin et sur le Morne Cabri à Gens-de-Nantes, plutôt dénudés et figurant donc parmi les écosystèmes les plus vulnérables.

1-2-2-2. Des activités économiques marquées par le commerce

L'économie de la ville de Ouanaminthe repose sur trois piliers : le commerce, les services et l'agriculture. Ces secteurs sont surtout dominés par des échanges de biens et services avec la République Dominicaine.

- **Le commerce**

De par sa position géographique, la quasi totalité des activités commerciales de Ouanaminthe est orientée vers le marché transfrontalier régulier et intense dont elle est le siège. (31% du total des exportations dominicaines vers Haïti transite par Ouanaminthe. Un million de dollars par jour, de marchandises : c'est le volume global des échanges les jours de marché (lundi et vendredi) entre Ouanaminthe et Dajabòn).

La Commune contient un marché public qui reçoit les commerçants des Communes environnantes telles que : Capotille, Fort-Liberté, Ferrier, Mont-Organisé, etc. Samedi est le

jour de ce marché. Aussi elle abrite près de quatre cent vingt huit (428) établissements commerciaux dont cent soixante sept (167) petites boutiques et quarante neuf (49) grandes.

- **Les services**

Les services offerts sont aussi nombreux que divers et se dispensent dans les salons de coiffure, hôtels et motels, restaurants, blanchisseries, menuiseries etc. Ce secteur couvre aussi d'autres petites activités informelles localisées un peu partout, surtout à proximité de la frontière, du marché public et des gares routières où évoluent les marchandes de nourriture, les cireurs de chaussures, les cambistes, les chauffeurs de taxis-motos (estimé à plus de 600), etc.

Le secteur industriel est aussi présent avec l'installation en août 2003, de la zone franche où opère une fabrique de pantalon (Levis) ainsi que deux usines à glace et de production d'eau potable, des unités de transformation moulins de maïs, d'arachide, de riz, des boulangeries (plus d'une vingtaine), une entreprise de nettoyage à sec.

- **L'agriculture**

En dehors du commerce et des services, l'apiculture contribue à asseoir l'économie des cultivateurs de Ouanaminthe, ainsi que l'agriculture avec pour principales cultures l'arachide et le maïs.

Dans ce relief où domine la plaine, on cultive aussi la banane, la patate douce, la tomate, le chou, l'aubergine, la canne à sucre et plusieurs types d'haricots. L'élevage est aussi pratiqué dans certaines Sections communales.

1-2-2-3. Les services sociaux et les infrastructures de base

- **Administration**

La ville de Ouanaminthe est administrée par un Conseil Municipal de trois membres : un Maire et deux Maire-adjoints. Le Président est représenté dans la Commune par le Vice délégué. Les infrastructures administratives et judiciaires de la Commune se compose d'un (1) bureau des contributions, une (1) représentation de l'Administration Générale des Douanes, trois (3) commissariats de police, un (1) tribunal de paix, un (1) bureau d'état civil et un (1) hôtel de ville. Plusieurs institutions déconcentrées de l'appareil étatique telles que: le

Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), le Ministère de la Justice, le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP), le Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST), le Central Autonome d'Eau Potable (CAEP), l'Electricité d'Haïti (EDH), la Direction Générale des Impôts (DGI), etc. fonctionnent à Ouanaminthe. Cependant le Ministère de Jeunesse des Sports et de l'Action Civique (MJSAC) n'a pas de bureau implanté dans la Commune.

- **Secteur privé et société civile**

Ces secteurs sont représentés à Ouanaminthe par les banques commerciales, les pensions, les caisses populaires, les coopératives de commercialisation. Les représentations sociopolitiques, les associations de jeunes et de femmes, les Organisations comme : Plan International, FOSREF, Volontaire pour le Développement d'Haïti (VDH), Espoir pour Haïti, Solidarité Frontalière, etc.

- **La représentation du système éducatif haïtien à Ouanaminthe**

La Commune de Ouanaminthe compte cent douze (112) établissements scolaires. De ce nombre, on trouve quatre (4) institutions préscolaires, quatre vingt neuf (89) institutions primaires et dix neuf (19) écoles secondaires. Près de 79,0% des institutions scolaires inventoriées sont du secteur privé. Dix neuf (19) institutions techniques et professionnelles, une (1) université et une (1) école supérieure complètent les infrastructures éducatives de la Commune.

- **La disponibilité des soins de santé**

Ouanaminthe dispose d'un centre médical avec lits, dispensant des services tels les soins pré et postnatals, la planification familiale, la surveillance épidémiologique. Le service d'hospitalisation du centre médical concerne les sections principales : pédiatrie, médecine interne, maternité, chirurgie et services de la section hospitalisation.

Il existe aussi dans la Commune des pharmacies, des laboratoires d'analyses de routine et plus d'une dizaine de cliniques privées, appartenant à des praticiens haïtiens ou dominicains, qui reçoivent les patients de la région et des médecins ambulants assurent les soins bucco-dentaires.

Au total, la Commune possède seize (16) établissements. Quatre vingt onze (91) matrones, dix huit (18) médecins, cinq (5) dentistes, vingt (20) auxiliaires, douze (12) techniciens de laboratoire et dix sept (17) infirmières constituent le personnel technique de ces établissements.

- **Les activités culturelles et les loisirs à Ouanaminthe**

Ouanaminthe fête sa sainte patronne le 15 Août. Au cours de ce mois les activités culturelles et mondaines s'intensifient. Certaines périodes de l'année comme la Noël, la Saint-Valentin, Les pâques, la fête des mères et les vacances d'été sont marquées par des festivités musicales et théâtrales (bal, kermesse, concert organisé soit dans les night-clubs soit dans les auditoriums ou dans les établissements scolaires) et des tournois ou championnats de basket, de football et de volley-ball.

Les activités de jeunesse et de loisirs sont très réduits et circonstanciels dans la Commune de Ouanaminthe. Les infrastructures de jeunesse et de loisirs sont en nombre très limité et les services offerts ne sont pas satisfaisants. La Commune compte (2) bibliothèques, deux (2) auditoriums, quatre (4) salles de cinéma, quatre (4) espaces pour pratiquer le football et quatre (4) terrains de basketball et de volleyball, sept (7) night-clubs, quatorze (14) gaguères, et quatre (4) places publiques. Les salles de cinéma correspondent en général à des salles de vidéo projection ou des espaces en plein air, munis d'une télévision, d'un appareil vidéo et des bancs. Les terrains de jeux sont pour la plupart non aménagés et pour d'autres mal entretenu.

Le Ministère de la Jeunesse des Sports et de l'Action Civique a deux représentants dans la Commune mais en termes d'actions sa présence est moins apparente. En ce qui concerne le Ministère de la Culture, elle n'a aucun représentant dans la Commune de Ouanaminthe où l'influence de la République voisine est très forte.

- **Fonctionnement des infrastructures de Ouanaminthe**

Quoiqu'elle soit située à la frontière, en face d'une ville dominicaine (Dajabon) dotée d'éléments infrastructurels complets et en bon état, Ouanaminthe n'est objet d'aucun souci pour les dirigeants haïtiens.

- Le réseau routier est en mauvais état, la quasi-totalité est en terre battue. Mise à part la route nationale numéro six reconstruite en 2008, qui relie le Cap-Haïtien à Dajabon, les routes intérieures sont impraticables surtout en période de pluie. Les autres moyens de communication existants sont la radio, le téléphone et le mégaphone.

- Le système d'adduction d'eau potable de la ville est défaillant. Il ne dessert le plus souvent qu'une infime portion de la population. Une large fraction consomme l'eau produite par les usines d'eau potable de Ouanaminthe et de Dajabon ou l'eau des pompes. Dans les Sections Communales, l'eau consommée par la population provient des puits et parfois de la rivière.

- La Commune de Ouanaminthe dispose de deux groupes électrogènes fonctionnant à moins de 10% de leur capacité. Gérés par la direction communale de l'EDH, ils ne fournissent que 6 heures d'électricité par jour pour une couverture limitée à quelques quartiers du centre ville. Les banques, hôtels et certains particuliers contournent la difficulté en se procurant des groupes électrogènes ou des matériels comme panneau solaire, batteries et « inverters », pour capter et conserver l'énergie solaire.

- Le système de drainage de la ville de Ouanaminthe est inachevé. Les canaux longeant certaines rues du centre ville sont pour la plupart à ciel ouvert et d'autres en terre battue, sont obstrués par des sédiments ou par des déchets domestiques (assiettes en carton, couverts, sachets et bouteilles en plastique, etc.). Il en résulte l'inondation de la ville à la moindre averse et l'embourbement des cités construites dans sa périphérie. Le service voirie de la Mairie de Ouanaminthe ne dispose pas de moyens pour assurer efficacement le nettoyage de la ville.¹³

¹³ *Plan d'Actions Départemental pour l'Environnement et le Développement Durable du Nord-est.* (2004). http://www.gride.org/_pdf/plan%20d%E9veloppement%20ouanaminthe.pdf.

- **Les atouts au développement des activités de jeunesse à Ouanaminthe**

Qu'il s'agisse d'activités de loisirs, touristiques, culturelles et économiques la Commune de Ouanaminthe offre de nombreuses opportunités aux jeunes. Sa position géographique, son climat, ses ressources naturelles permettent le développement d'une multitude d'activités socio culturelles et économiques très bénéfiques pour le développement social de la communauté et l'amélioration des conditions de vie de la population et des jeunes en particulier.

DEUXIEME PARTIE

Chapitre II. CADRE THEORIQUE :

- 2-1. Revue de littérature**
- 2-2. Clarification des concepts**
- 2-3. Modèle théorique**
- 2-4. Problématique**
- 2-5. Objectifs et hypothèse de recherche**

Chapitre II. CADRE THEORIQUE

2-1. Revue de littérature

Notre revue de littérature présente un ensemble de travaux étrangers et haïtiens déjà réalisés sur le développement social, ainsi que les résultats auxquels ils sont parvenus.

Depuis quelques décennies, la lutte contre la pauvreté constitue un souci majeur pour l'humanité. La recherche des voies et moyens efficaces pour mener cette lutte a poussé les nations, à travers des organisations comme le PNUD et l'UNESCO, vers l'institutionnalisation du concept du développement humain. Cette nouvelle approche du développement est prise en compte par le volet social dont les conceptions en ce qui concerne les méthodes et le contenu varient d'un auteur à un autre.

A cet effet, le sommet mondial pour le développement social, organisé à Copenhague par les Nations Unies du 6 au 12 Mars 1995, s'est soldé par des prises de décisions très importantes que des nations membres doivent respecter. Ce sont entre autres :

- la protection d'un environnement favorable au développement social ;
- l'éradication de la pauvreté ;
- l'expansion de l'emploi productif et réduction du chômage ;
- l'intégration sociale ;
- la lutte contre la violence, les crimes, les trafics illicites ;
- les responsabilités familiales et communautaires ;
- l'activation du capital social.

Dans le même ordre d'idée, un forum (VI^{ème}) des ministres du développement social de l'Amérique latine s'organise à Buenos aires en République d'Argentine les 7, 8 et 9 mai 2007, sous le thème : «en construisant son chemin l'Amérique latine avance». Les Ministres responsables des politiques de développement social et les Chefs de délégation présents à ce forum, s'engagent à poursuivre plusieurs objectifs pour favoriser le développement social de la zone Amérique latine. Ils visent la promotion dans la région des politiques sociales articulées et intégrales comme les éléments de la construction de nouvelles propositions de développement en tenant compte de la complexité des réalités sociales et des particularités territoriales, afin de dépasser les visions réductionnistes et fragmentées. Aussi tendent-ils de renforcer l'intégration régionale à partir des politiques d'éducation et de création d'emploi et

de garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la protection de la famille, la perspective des genres ainsi que les autres droits sociaux des peuples impliqués dans le processus.

En Haïti, la **Secrétairerie d'Etat de la Jeunesse du Sport et aux Services Civiques (SEJSSC)** produit en 1997, un livre intitulé « *Diagnostic socio-économique de la jeunesse haïtienne* » dans lequel, elle pose le problème de la jeunesse haïtienne et de son intégration socio-économique dont les causes principales seraient la pauvreté et le manque d'un modèle culturel authentique.

Kern Delincé (2000) dans son livre « *l'insuffisance de développement en Haïti (blocage et solution)* », présente aussi une interprétation de l'insuffisance de développement national, qui est fondée à la fois sur les particularités nationales et les contraintes du contexte international. Aussi, dégage-t-il dans cet ouvrage les perspectives qui s'ouvrent au pays à l'aube du XXI^{ème} siècle en terme d'hypothèse susceptible de concrétiser et présenter les fondements essentiels d'un programme d'action considéré comme celui de survie. Dans sa réflexion, il déduit que les choix politiques, économiques et sociaux jouent un rôle déterminant dans les orientations des stratégies de développement et l'infrastructure des structures d'encadrement.

Quant à **Fred Doura**, dans « *Economie d'Haïti, dépendance, crise et développement* » tome I, II et III publiés en 2001, il analyse le secteur agricole, les décisions étatiques et examine la problématique du capital humain à travers ses composantes les plus essentielles c'est-à-dire, l'éducation et la santé.

Dans le tome I, l'auteur montre que les problèmes d'Haïti ne sont pas l'expression d'un simple retard mais celle d'une désarticulation induisant une économie dont les secteurs d'activité sont juxtaposés. Par conséquent, il existe de très faibles échanges entre eux. De plus, les dominations internes et externes engendrent des blocages de croissance.

Dans le deuxième tome, il considère la situation de dépendance comme une conséquence de la pauvreté, du passé colonial, de la dette, de la mauvaise gestion macroéconomique des dirigeants. De plus, du fait que cette situation soit intériorisée par la société, elle génère l'exclusion et la marginalisation de l'ensemble de la population rurale et réduit l'économie à un appendice du marché international notamment du marché américain.

Dans le troisième tome, l'auteur démontre que, la dégradation de l'économie et le manque de progrès social, sont les conséquences de l'inadéquation des structures et des décisions prises par les dirigeants de 1804 à nos jours.

Dans sa thèse: « *Mondialisation, Développement et Paysans en Haïti* », paru en Septembre 2007, **Yves Sainsine** fait le point sur les différentes pratiques mises en place par les paysans ces deux dernières décennies, en mettant particulièrement l'accent sur leurs diverses manifestations. L'auteur étudie les pratiques en rapport avec les grands projets de développement tels qu'ils sont véhiculés particulièrement par les institutions internationales, étatiques ou privées. Il regarde les modes de relation entre les pays et les acteurs extérieurs qui interviennent dans les milieux ruraux haïtiens. Il montre aussi que ces pratiques s'inscrivent dans la longue durée ou en d'autres termes, sont la reproduction de celles rencontrées au cours de la période coloniale et des derniers siècles de l'indépendance.

Finalement l'auteur parvient aux résultats selon lesquels, les paysans livrés à eux-mêmes, affrontent la rigueur de la vie, en mettant en œuvre diverses formes de stratégies (individuelle ou collective). Cela les entraîne à se replier de plus en plus sur leurs localités respectives et les associations qu'ils mettent progressivement en place. Heureusement aujourd'hui, ces lieux s'affirment davantage comme des espaces communautaires ou comme des lieux de sociabilité. Tout indique qu'elles puisent leurs racines et leurs dynamiques dans une autre logique que celle prônée par les acteurs extérieurs.

Evens Sylveste (2003) quant à lui, dans sa réflexion sur la « *Contribution des organisations paysannes au développement social de Thomassique* » vise à apporter des connaissances relatives à la problématique du développement social en Haïti et en particulier à Thomassique de cette couche sociale rurale. Ses études montrent que les organisations paysannes, malgré leur volonté déclarée de travailler à l'amélioration des conditions de vie des populations de leur zone d'évolution notamment la construction d'école, n'ont pas la capacité d'atteindre les objectifs qu'elles se fixent.

Au nombre de ces auteurs que nous venons de parcourir, il ne fait l'ombre d'aucun doute que les différentes recherches qu'ils ont menées sur le développement social d'Haïti prennent en compte l'économie, la santé, l'éducation, la pauvreté et le monde rural mais n'intègrent pas le véritable rôle que les jeunes peuvent jouer en tant que forces vives dans le

processus de développement social de leur pays, Haïti. C'est ce que nous nous efforçons dans notre démarche de proposer.

2-2. Clarification des concepts

2-2-1. Auto emploi

Ce concept est formé de deux mots : « auto » qui signifie dans ce contexte soi-même et emploi qui est perçu comme un travail effectué moyennant une rémunération. Mais cependant sa définition n'est pas une résultante de celles des mots qui le composent. Pour le présenter on se base sur la définition de **Joseph Djaowe** et **Charles- Alain Bita**, citée par **Mahwa (2008)** qui considère que « *l'auto emploi repose sur les conditions suivantes : il est le fruit d'un libre choix, il assure un revenu adéquat à la famille et il repose sur une relation de dépendance et/ou de subordination et enfin, il génère des revenus supérieurs aux prestations qu'on pourrait percevoir en cas d'assistance.* »¹⁴

C'est l'expression de la volonté d'une personne à créer son propre emploi soit individuellement ou collectivement. Il est également désigné sous les thèmes de « travail indépendant » ou de « travail autonome ».

Pour l'OCDE cité par **Mahwa (2008)**, « *l'emploi indépendant est perçu comme une source très importante de développement de l'entrepreneuriat et de la petite entreprise, ce qui représente un potentiel de croissance de l'emploi à long terme* »¹⁵. Il est un emploi dont la rémunération est directement liée aux bénéfices et dont le titulaire prend les décisions de gestion affectant l'entreprise ou est tenu pour responsable de la bonne santé de l'entreprise.

¹⁴ MAHWA, A. (2008). « Impact de l'auto emploi sur le chômage et la pauvreté au Cameroun ».

http://www.memoireonline.com/02/08/894/m_impact-auto-emploi-chomage-pauvrete-cameroun6.html#toc41

¹⁵ Ibidem.

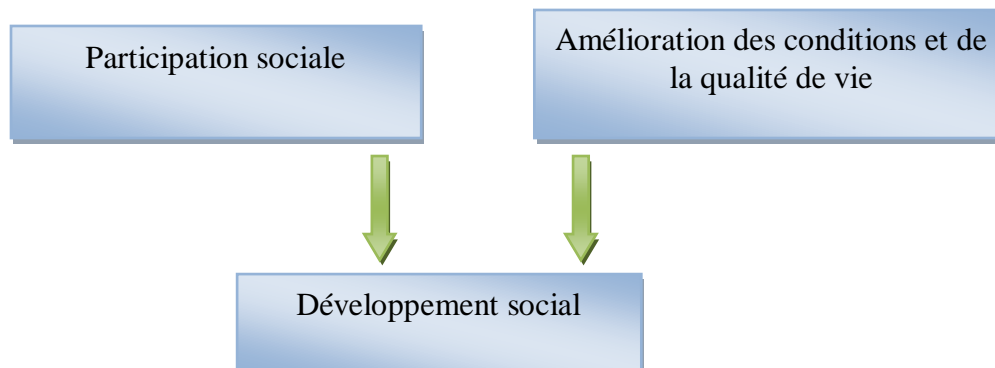
2-2-2. Développement Social

Pour définir le développement social, on se réfère à deux approches :

Celle de **Than Khoï** pour qui : « *Le développement social est un processus d'élévation du niveau de vie de la population. Ce niveau de vie comprend divers éléments : alimentation, santé, logement, emploi.* »¹⁶

Cette définition présente le développement social comme un processus, ce qui complète la deuxième approche proposée dans la politique de développement social de Mcr Maskinongé selon laquelle « *le développement social peut être défini comme la mise en place, le renforcement des conditions qui permettront, d'une part, à la collectivité de progresser socialement, culturellement et économiquement et, d'autre part, à tous les membres de cette collectivité de participer au progrès et de profiter de ses fruits, le plus équitablement possible. Autrement dit, le développement social profite non seulement aux personnes mais aussi aux collectivités.* »¹⁷

La définition du développement social est résumée dans le schéma ci-dessous :



¹⁶ SYLVESTE, E. (2003). « Contribution des organisations paysannes au développement sociale de Thomassique ». Mémoire de Licence de la Faculté des Sciences Humaines, Université d'Etat d'Haïti, UEH/FASCH.

¹⁷Comité de la politique de développement social de la MRC de Maskinongé. (2004). Cadre de Référence de la Politique de développement social de Mcr Maskinongé.

http://www.cdc-maski.qc.ca/PDF/POLITIQUE_DEVELOPPEMENT_SOCIAL-MARS_04.pdf

2-2-3. Education

Parmi les nombreuses définitions du concept « Education », on se contente d'en présenter trois, jugés à mieux expliciter ce vocable dans le cadre de cette étude.

D'abord on ce qui concerne la définition de **Leif** présentée par **Joseph** (2000), « *l'éducation est la mise en œuvre des moyens propres à former, à développer physiquement, affectivement, intellectuellement, socialement, moralement un enfant, un adolescent par l'exploitation, l'orientation, la valorisation des ressources de son être* »¹⁸. Elle prend en compte le développement intégral avec une restriction à l'enfant et l'adolescent.

Ensuite, quant à **Thanh Khoï** évoqué par ce même auteur, « *l'éducation est un ensemble de processus qui forme les hommes et les prépare à leur rôle dans la société.* »¹⁹

Enfin, comme complément à cette dernière définition, **Emile Durkheim** cité par **Joseph** (2000) écrit : « *l'éducation c'est l'action exercée par les générations adultes sur celles qui ne sont pas encore mures pour la vie sociale* »²⁰

Les trois définitions proposées considèrent somme toute l'éducation comme un processus d'apprentissage et de formation globale et permanente qui vise le développement de l'être humain par l'inculcation de la culture de sa société. Elles rapprochent en plus une autre définition de la Socialisation proposée par **Rocher** (1968) selon laquelle : « *la socialisation est un processus par lequel la personne humaine apprend et intériorise tout au cours de sa vie les éléments socio culturels de son milieu, intègre à la structure de sa personnalité sous l'influence d'expérience et d'agents sociaux significatifs et par là s'adapte à l'environnement social ou elle doit vivre* »²¹. Nous pouvons dire que l'éducation est une méthode utilisée par la société pour assurer sa pérennité en transmettant de génération en génération ses valeurs, symboles et modèles. C'est l'apprentissage de la culture d'une société par les générations immatures.

¹⁸ JOSEPH, D. (2000). « Education et emploi en Haïti : Le cas de l'insertion socio-économique des jeunes ». Mémoire de Maîtrise en JASE. Institut National de la Jeunesse, de l'Education Physique et du Sport, Université d'Abomey-Calavi, (INJEPS)/ UAC, p. 9.

¹⁹ Ibidem, p. 12.

²⁰ Ibid., p. 14.

²¹ ROCHER, G. (1968). Introduction à la sociologie générale. Tome I Action sociale. Montréal. HMH, ltée, p. 132.

2-2-4. Intégration sociale

Selon Tremblay (1982) : *« l'intégration sociale est la capacité de l'individu d'assumer des rôles qui lui sont dévolus et de les tenir en se conformant aux normes culturelles et en respectant les attentes des autres. L'individu est capable de s'intégrer socialement dans la mesure où les modèles de rôles qui lui sont proposés comportent des définitions partagées ; ils deviennent anormaux quand ils s'éloignent des définitions coutumières. »*²²

Elle est aussi définie par Keable (2007) comme *« la résultante d'un processus d'apprentissage et de développement qui implique : une fonctionnalité dans l'exécution de rôles sociaux appropriés son groupe d'âge (travailleur, étudiant, ami, partenaire amoureux, citoyen) et à ses capacités; une appartenance à des groupes dont le fonctionnement respecte les règles, les valeurs et les normes, morales et légales, ainsi que des relations adéquates, stables et réciproques avec ces groupes (dimension objective) dans lesquelles on se sent apprécié et investi en tant qu'individu (dimension subjective). »*²³

2-2-5. Jeune

On observe une petite controverse autour de la définition de jeune. C'est ainsi que sont considérées comme jeunes, toutes les personnes comprises entre l'enfance et l'âge adulte : c'est la jeunesse. Pour l'UNESCO, elle est la période de la vie durant laquelle s'acquièrent les compétences et les virtualités sociales en vue de responsabilités et rétributions de la vie. Elle revêt de multiples définitions suivant les champs d'études, les auteurs ou les Organismes internationaux par exemple **l'UNESCO, l'OPS/OMS, La Conférence des Ministres de la Jeunesse et des Sports des Pays ayant le français en partage (CONFEJES)** etc. Ces définitions dans la majorité des cas se réfèrent à l'âge.

Dans le rapport mondial 2007 de l'UNESCO, être jeune c'est être âgé de 15 à 24 ans. Cette même tranche d'âge est aussi valable pour l'OPS/OMS. La CONFEJES essaie de concilier la définition adoptée dans les pays plus développés, selon laquelle l'âge de la jeunesse est fixé entre 15 et 24 ans, et celle dans les pays pauvres notamment ceux du Sud où

²² TREMBLAY, M -A. (1982). Les nouveaux chemins de la guérison.
<http://www.bibl.ulaval.ca/doi/cc/pul/notices.html#secntbio.nb18>

²³ KEABLE. P. (2007). L'intégration sociale, un cadre conceptuel porteur de changements.
http://www.congres2007.org/pages/actes_pdf/Keable_Pierre.pdf

l'âge varie de 15, 18 à 35 ans. La CONFEJES fixe l'âge de jeunesse entre 16 à 30 ans.²⁴ Le **Ministère de la jeunesse du Sport et d'Action Civique (MJSAC)** considère pour jeune toute personne âgée de 15 à 34 ans.²⁵

2-3. Modèle théorique

Partout dans le monde en particulier dans les pays en développement, on observe un accroissement de la mobilité humaine, une grande évolution du domaine de la communication, une forte augmentation des échanges commerciaux et des mouvements de capitaux, ainsi que du progrès technique. Tous ces changements offrent de nouvelles opportunités pour la croissance économique et le développement de l'économie mondiale. Par ailleurs, la rapidité des transformations et la brutalité des ajustements s'accompagnent d'une aggravation de la pauvreté, du chômage et d'une désintégration sociale. La détérioration du bien-être de la personne humaine et les menaces qui pèsent sur l'environnement, surtout dans les pays sous-développés ne font qu'accentuer.

Cette étude vise à montrer le développement social en termes de résultats à atteindre pour assurer le bien-être individuel et collectif des communautés haïtiennes et particulièrement les jeunes en tant que cibles et acteurs. Elle tient compte de la situation non satisfaisante à laquelle font face les jeunes alors qu'ils représentent le groupe social le plus important de par leur proportion, leurs potentialités et leurs capacités. Ils sont dans une certaine mesure, porteurs de changement et d'amélioration du bien-être de la population.

Cela implique une prise de conscience et une participation active de la part des décideurs de la population en général et des jeunes en particulier.

Le développement social vise à améliorer les conditions de vie des populations par la plus grande « participation sociale »²⁶ des personnes, en intervenant à l'échelle des Collectivités Locales et en intervenant à l'échelle des personnes. A cet égard, la théorie de

²⁴ CONFEJES. (2001). Colloque sur les créneaux porteurs dans le domaine de la micro-entreprise, p. 7.

²⁵ JOSEPH, D. (2000). Op. cit. p. 13.

²⁶ C'est un échange réciproque entre l'individu et la collectivité, elle met en cause, d'une part, la responsabilité qui permet à tous de participer activement à la vie en société et d'autre part, la volonté individuelle d'agir en citoyen responsable.

Pagès (1999) nous sert de cadre théorique. Il montre que les discours des « uns et des autres » sont à prendre en compte et que c'est l'ensemble de ces discours qui forme le champ des controverses.

Qu'il s'agit de groupe d'adultes, ou de groupe de jeunes, ils entretiennent des relations et interagissent. Ce sont des actions humaines que certains sociologues appellent actions sociales. Dans le tome I (Action sociale) de son livre introduction à la sociologie Générale, **Rocher** (1968), les définit comme : « *toute manière de penser de sentir et d'agir dont l'orientation est structurée suivant des modèles qui sont collectifs, c'est-à-dire qui sont partagés par les membres d'une collectivité de personnes* »²⁷. Elles sont incluses dans un mécanisme systémique et déterminées par des représentations sociales et des représentations individuelles qui peuvent être saisies dans l'analyse par opinion. Ainsi, dans son analyse, **Pagès** (1999) cherche à faire ressortir à partir d'observation de débats publics, ces structures caractéristiques du phénomène de l'opinion. L'origine est alors appréhendée comme l'aboutissement d'un processus instable, produit de l'interaction entre forces terrestres (faits et valeurs) et forces célestes (symboles porteurs de sens). Le processus n'est autre que les représentations sociales si on se place au niveau de la société.

C'est donc autour du concept de représentation, assimilé à un processus que se construit la théorie de **Pagès** (1999). Les représentations sociales assurent l'interférence entre le mode intérieur et le mode extérieur de l'individu ou entre le système des idées et les systèmes des valeurs caractérisant l'ensemble des individus sociaux. Dans la lecture des medias ou à travers les questionnaires, **Pagès** (1999) cherche à extraire des conflits représentatifs de l'ensemble des thèmes de discussions qui circulent dans l'opinion.

Comment saisir les opinions ? L'approche mécanisme du modèle (Stimuli-Personnalité-Réponse) semble alors singulièrement réductrice pour comprendre le jeu des opinions. Confronté à un univers conflictuel, l'individu serait attiré ou repoussé (valeur) par des différents symboles, porteurs de sens. Sa prise de position et son engagement politique, qui sanctionnent cette attirance ou cette répulsion vont lui permettre d'accéder à une certaine connaissance. Et c'est ainsi, en donnant son opinion qu'il va participer à la construction de ses représentations. L'approche constructiviste semble donc la plus adaptée pour saisir le

²⁷ ROCHER G. (1968). Op. cit. p. 45

phénomène de l'opinion (différenciation) entre individus et groupes sociaux et le processus de construction du sens (connotation), dans un champ donné.

Ainsi la logique de la signification du conflit dans la prise de décision de l'individu évoquée par l'approche mécaniste de **Pagès** (1999) c'est-à-dire le système entre les représentations est pris en compte. Les enquêtes permettront l'émergence des jeux d'opposition entre symboles et valeurs organisées suivant des axes. Les structures de l'opinion publique apparaissent très importantes dans la réflexion sur le rôle que peuvent jouer les jeunes dans le processus de développement social, dans la mesure où la parole leur est accordée.

2-4. Problématique

Le développement d'un pays implique l'accroissement du bien-être et le changement dans la structure économique et sociale, il engage une société sous tous ses aspects. Depuis la fin du XX^{ème} siècle plus précisément en 1990, date de la parution du premier Rapport Mondial sur le Développement Humain, à l'initiative du PNUD, la dimension sociale revêt d'une grande importance parmi les variables constitutives du développement. Le degré de développement ne se réduit plus au niveau moyen de richesses créées chaque année (PIB par tête) mais inclut des aspects éthique, économique, social, spirituel, politique, culturel et environnemental. D'où une nouvelle approche de développement, celui qui concerne le volet social de chaque pays.

Si nous prenons le cas d'Haïti, elle est le seul pays du continent américain figurant sur la liste des pays les moins avancés avec un IDH de 0,521 (PNUD 2009) et se classe en 148^{ème} position sur les 177 pays que prennent en compte l'étude du Programme des Nations Unies pour le Développement. Durant ces vingt dernières années, le niveau de vie de sa population a considérablement rétrogradé. Cette situation peut être observée à partir des indicateurs de développement social tels que : la santé, l'éducation, l'emploi, le logement et l'environnement.

La densité de la population haïtienne atteint 300 habitants au kilomètre carré pour l'ensemble du pays avec une concentration plus forte dans les grandes villes où plus de 80% de la population sont mal logés d'après la BID. Ces grandes villes sont notamment : Port-au-Prince, Cap-Haïtien et les Gonaïves. « Les Résultats de l'EMMUS III (Enquête sur la

Mortalité, la Morbidité et l'Utilisation des Services) révèlent que le taux de mortalité maternelle atteint 523 pour 100.000 et le taux de mortalité infantile 80 pour 1000 entre 1999 et 2000.

Les problèmes d'ordre social sont perceptibles à chaque niveau social. Si nous prenons par exemple l'utilisation des combustibles traditionnels : bois, charbons etc. (96% environ de la population haïtienne les utilisent pour subvenir à leurs besoins énergétiques). »²⁸ Quant au revenu annuel, selon la Banque Mondiale, il ne dépassait pas les 420 dollars US par habitant en 2004 Microsoft Encarta (2007). 69,4% de la population n'ont aucun niveau d'instruction. 18,6% atteint le primaire seulement 9,6% arrive au secondaire et 0,5% à l'université. 45,9% de la population de 6 à 24 ans fréquentent l'école ou l'université. 40,6% des jeunes garçons et 54,8% des jeunes filles sont au chômage selon l'IHSI (2005). Les jeunes, les principales victimes, représentent plus de 50% de la population globale.

La République Dominicaine partage l'île avec la République d'Haïti et connaît une situation plus améliorée. Elle « a une population de 9 183 984 (estimation 2006), sa densité est de 190 habitants/km². L'espérance de vie à la naissance pour un dominicain est de 71,7 années (estimation 2006). Le pays a un taux de mortalité infantile de 28 % (estimation 2006). En ce qui concerne l'éducation, il a un taux de 85,4 % d'alphabétisés (estimation 2005). En matière d'économie la République Dominicaine devance largement Haïti, avec un produit intérieur brut de 18 673 millions de dollars américain et un revenu annuel par habitant de 2 130 dollars US (estimation 2004). »²⁹ Elle se classe en 91^{ème} position pour un Indice de Développement Humain de 0,768 (PNUD 2009).

Cette situation qui prévaut dans le pays fait l'objet d'une préoccupation tant au niveau national qu'international. Le gouvernement haïtien comme celui des pays amis, les organismes internationaux, les ONG s'attèlent à la recherche des voies et moyens pour sortir le peuple haïtien de sa pauvreté afin d'engager le pays sur la voie du développement. Beaucoup de programmes sont élaborés parmi lesquels, le Programme d'Action pour le Développement d'Haïti 2001-2010, présenté par le gouvernement haïtien à la troisième conférence des Nations Unies sur les Pays les Moins Avancés organisée à Bruxelles du 14-20 Mai 2001. Dans ledit programme, le gouvernement haïtien vise à mettre en œuvre des

²⁸ FASCH – PNUD. (2005), Etat des lieux des savoirs sur la pauvreté en Haïti des années 70 à nos jours, p. 7.

²⁹ Microsoft Encarta. (2007). République Dominicaine, démographie.

stratégies pour augmenter le niveau de vie de la population et à réduire la pauvreté. C'est une initiative louable.

A cet effet, en novembre 2007, il réalise le Document de Stratégie Nationale pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté 2008-2010 (DSNCRP), comportant de nombreux objectifs dont le rattrapage des OMD³⁰. Et selon ACDI (2003), l'aide étrangère octroyée à Haïti durant ces vingt dernières années représente presque 4,5 fois la moyenne de l'Amérique latine et des Caraïbes et presque 2,5 fois la moyenne des pays les moins avancés³¹. Mais malheureusement en mai 2008 une émeute de la faim généralisée presque dans tout le pays, provoque d'énormes dégâts matériels, humains et structurels occasionnant le départ du gouvernement en place. Un nouvel espoir renaît puisque des promesses sont faites dans le cadre d'une orientation de nouvelle politique de développement sur le plan national comme pour aller dans le même sens que les propositions de réforme précédemment évoquées par les institutions internationales. Mais la question qu'on se pose relève du sérieux et de la nature de ce changement qualitatif prôné dans le pays.

C'est pour cela que notre étude vient à point nommé, afin d'aborder ce problème de développement social en terme de résultats à atteindre ou de processus à mettre en œuvre pour lutter contre la pauvreté et parvenir à une véritable émergence du pays avec pour visée une participation concertée de toute la nation. Elle met également en évidence les potentialités naturelles, sociales et économiques de la Commune de Ouanaminthe et ses capacités à participer à l'amélioration des conditions de vie de la population haïtienne en se basant sur les jeunes comme principaux acteurs du processus de développement. C'est la raison pour laquelle nous nous posons la question de savoir, quels sont les facteurs sur lesquels devrait-on agir pour motiver ces jeunes à devenir autonome et à s'engager dans le processus de développement social en Haïti plus particulièrement à Ouanaminthe ?

Pour répondre à cette interrogation, il est impérieux que nous formulions nos objectifs et notre hypothèse.

³⁰ Déclaration du Millénaire adoptée en septembre 2000 à New York par les 189 États membres de l'Organisation des Nations Unies. Elle consiste en 8 objectifs essentiels qui constituent le schéma directeur de la lutte à la pauvreté et au sous-développement.

³¹ **ACDI.** (2003). Valorisation des expériences de développement local en Haïti. Rapport de recherche produit par le Groupe de recherche en administration publique et management international (GRAP), p 3.

2-5. Objectifs et hypothèse de recherche

2-5-1. Objectif général

L'objectif général de cette recherche vise le développement social en terme de résultats à atteindre pour assurer le bien-être individuel et collectif des communautés haïtiennes et particulièrement celui des jeunes qui agissent à la fois comme cibles et acteurs.

2-5-2. Objectifs spécifiques

- Identifier les problèmes fondamentaux, auxquels sont confrontés les jeunes.
- Montrer l'importance de leur implication dans ce processus de développement en Haïti.
- Déterminer les facteurs qui permettront d'aboutir à un réel développement social en Haïti.
- Montrer à partir des résultats, la nécessité d'une politique nationale de jeunesse.

2-5-3. Hypothèse

Les jeunes de Ouanaminthe ne sont pas suffisamment éduqués à l'auto emploi pouvant faciliter leur intégration sociale.

TROISIEME PARTIE

Chapitre III. METHODOLOGIE :

- 3-1. Population d'enquête et «échantillonnage »**
- 3-2. Techniques et outils de collecte des données**
- 3-3. Gestion des données et difficultés rencontrées**

Chapitre III. Démarche méthodologique

Nous avons mis en place un ensemble d'outils qui permet de montrer les différents procédés et techniques mis en œuvre pour recueillir les données ainsi que les conditions de travail qui ont contribué à la conduite de notre recherche.

3-1. Population d'enquête et «échantillonnage »

3-1-1. Type d'étude –Population d'enquête et groupes-cibles

3-1-1-1. Type d'étude

La méthode que nous utilisons dans le cadre de cette étude est de type transversal, descriptif et analytique. Elle s'inscrit dans les champs social, psychologique et économique pour la promotion du développement social avec la participation des jeunes. Elle permet aussi d'avoir une projection de la situation actuelle des jeunes en Haïti, particulièrement à Ouanaminthe et la proposition de solutions appréciables et pertinentes.

3-1-1-2. Population d'enquête

Compte tenu de la diversité des informations à recueillir, nous prenons en considération une population d'étude constituée d'acteurs directs différents : les jeunes et leurs parents.

3-1-1-3. Groupes-cibles

Nous avons identifié deux (2) groupes cibles dans cette population d'enquête :

- Les jeunes qui vivent dans la Commune ;
- les parents de ces jeunes.

Notre recherche dans son objectif vise le développement social comme un moyen pour assurer le bien-être individuel et collectif de la population haïtienne et particulièrement les jeunes qui sont les principaux artisans. De ce fait, il est important de recueillir un ensemble d'informations sur la situation actuelle des jeunes, leur perception de cette situation, leur potentialité et leur projection pour l'avenir. La cible la plus fiable, la plus authentique pour fournir une riche variété d'informations concernant ce sujet est les jeunes eux-mêmes. Mais en considérant l'influence que les parents ont sur ces jeunes et le rôle qu'ils ont joué depuis leur enfance, nous les avons choisis comme un deuxième groupe cible afin de mieux

comprendre et de pouvoir situer dans leur contexte les informations obtenues auprès des jeunes.

3-1-2. Echantillonnage

3-1-2-1. Méthode d'échantillonnage

Dans le cadre de la présente étude nous avons utilisé deux (2) types de méthodes à savoir la méthode à choix raisonné et la méthode dite probabiliste.

3-1-2-2. Choix raisonné

Le choix raisonné a été utilisé pour l'identification des zones de déroulement de l'enquête. La partie de notre enquête qui concerne les cibles directes à savoir les jeunes, a été menée à la Maison des jeunes de Ouanaminthe. Deux raisons ont motivé ces choix :

- La Maison des jeunes reçoit chaque week-end pour les activités de loisirs et d'éducation, une importante population de jeunes provenant de tous les quartiers, Sections de la Commune et de toutes les couches de la société ouanaminthaise. C'est l'endroit où l'on pouvait rencontrer un maximum de jeunes pour mener notre enquête.
- La maison des jeunes nous a permis d'être plus près des enquêtés, d'avoir le contrôle du processus et de rester dans le délai qui nous est imposé. A la maison des jeunes nous avons mené notre enquête avec plus de facilité et de réussite.

Les entretiens ont été réalisés avec les parents des jeunes et ont été menés dans la ville de Ouanaminthe. La ville a été choisie pour des raisons d'accessibilité et de disponibilité des parents.

3-1-2-3. Choix au hasard

La méthode probabiliste a été utilisée pour les personnes qui ont été enquêtées car elles ne pouvaient pas être connues avant l'enquête. Pour les personnes qui fréquentent la maison des jeunes, c'étaient seulement celles qui ont été présentes le jour de notre enquête et pour les autres nous sommes passés de maison en maison pour les interroger.

3-1-2-4. Technique d'échantillonnage

En fonction de notre population d'étude, nous avons procédé :

- d'une part à l'échantillonnage de commodité des jeunes qui fréquentent la maison des jeunes ;
- d'autre part, au recensement des parents.

3-1-2-5. Taille de l'échantillon

Les jeunes de 15 à 34 ans de la population ouanaminthaise sont au nombre de 28 634 soit 34,69% de la population générale. C'est une population en majorité juvénile. Plus de 1500 fréquentent la maison de jeune chaque semaine.

La représentation de notre échantillon est indiquée dans le tableau ci-après.

Tableau 1: Taille de l'échantillon

Population d'étude	Nombre de personnes enquêtées	Homme	Femme
Jeunes	113	72	41
Parents de jeunes	34	22	12
Total	147	94	53

Au total cent quarante sept personnes ont participé à notre enquête.

3-2. Techniques et outils de collecte des données

3-2-1. Techniques de collecte de données

3-2-1-1. Les techniques

Pour collecter des informations, nous avons utilisé trois (3) techniques : l'enquête par questionnaire, l'entretien semi-directif et l'exploitation documentaire. L'enquête par questionnaire est adressée aux jeunes soit au total 113 sujets. Ils constituent le groupe directement concerné par notre étude. Cette technique nous a permis de recueillir auprès d'eux des informations précises. Ce sont les parents des jeunes qui ont été soumis à l'entretien. Ceci leur a offert une plus grande liberté d'expression. Les documents nous ont

permis de recueillir avec plus de facilité et de fiabilité d'autres informations utiles à la littérature et à la compréhension des données obtenues par les enquêtes.

3-2-1-2. La collecte des données

Pour collecter les données, nous nous sommes rendu à la maison des jeunes pour distribuer les questionnaires aux jeunes présents et qui acceptent de coopérer. Ensuite nous avons pris un rendez-vous avec un animateur qui devrait ramasser les questionnaires pour nous les livrer. Les parents quant à eux sont rencontrés chez eux.

3-2-2. Outils de collecte des données

Pour recueillir les diverses informations, nous avons eu recours : à l'analyse documentaire, à l'entretien semi-directif et aux questionnaires d'enquête.

3-2-2-1. Analyse documentaire

Nous avons tiré un ensemble d'informations sur les jeunes en Haïti à partir des documents statistiques officiels de l'IHSI, des documents relatifs au développement social, les rapports, comptes rendus des colloques, séminaires, conférences ont été utilisés.

Par ces variétés d'informations, nous avons pu faire un diagnostic de la situation actuelle des jeunes et du processus de développement en Haïti. Elle nous permet d'analyser avec plus de précision les informations recueillies lors de notre enquête de terrain et de mieux définir le contexte de notre étude. Aussi elle nous donne la possibilité de mieux cerner les apports des jeunes à la dynamique du développement social en Haïti.

3-2-2-2. Entretien semi-directif

L'entretien est généralement défini comme « un procédé d'investigation scientifique utilisant un processus de communication verbale pour recueillir des informations en relation avec le but fixé. Il ne s'agit pas d'une simple discussion mais d'un échange social orienté par la recherche d'informations spécifiques, cadrées en fonction d'une problématique de travail hypothétique liée à l'objet étudié »³² ; ainsi nous avons accordé la parole aux parents, qui côtoient ces jeunes depuis leur enfance. Le but est de renforcer la fiabilité et la compréhension des informations recueillies auprès des jeunes. La famille en tant que base de la société, a une

³² HOUNGA A. (2003). « Le tourisme dans un pays en développement : l'exemple du Bénin en Afrique de l'Ouest ». Thèse de doctorat de l'Université Blaise-Pascal, Clermont –Ferrand, p. 172.

grande influence sur les orientations sociales et aussi subie les conséquences des réalités de la société. Alors, il était important d'avoir les impressions et appréciations des parents sur le développement social en Haïti.

3-2-2-3. Questionnaires d'enquête

Nous avons utilisé l'enquête de terrain par questionnaire auprès de cent treize (113) jeunes. Cet outil de travail nous a permis dans un premier temps d'apprécier les conditions dans laquelle vivent les jeunes, ce qui est fait pour assurer leur intégration sociale et améliorer leur situation. Il nous a également permis d'apprécier le degré d'implication de motivation des jeunes dans le développement de leur communauté et de leur personne. Il s'agit aussi de vérifier notre hypothèse de départ, de satisfaire également les objectifs de notre recherche et la formulation de suggestions appropriées et utiles à la quête de solution pour améliorer les conditions de vie de la population haïtienne en particulier les jeunes.

3-3. Gestion des données et difficultés rencontrées

3-3-1. Gestion des données

Les informations que nous avons recueillies ont été traitées à partir du logiciel « Microsoft Excel » de Office 2007. Les réponses aux questions fermées ont été évaluées en considérant l'effectif total de l'échantillon et l'information recherchée. En ce qui concerne les questions ouvertes, nous avons fait de chaque proposition une analyse de contenu et procédé à des rapprochements, des différenciations et des regroupements.

3-3-2. Difficultés rencontrées

Conformément à notre thème de recherche, nous devons réaliser notre enquête en Haïti particulièrement à Ouanaminthe. En plus des problèmes administratifs à résoudre nous avons disposé d'un (1) mois pour effectuer nos recherches. Les conditions dans lesquelles nos enquêtes sont menées, sont marquées par le trajet à effectuer soit 355 Km entre la ville de Ouanaminthe, notre lieu d'enquête et Port-au-Prince où se mènent les démarches administratives. Arrivé sur le lieu d'enquête, nous avons été confrontés à la réticence, la méfiance et l'indisponibilité de certains sujets. Enfin, nous avons rencontré beaucoup de difficultés à récupérer les questionnaires.

3-4. Grilles de récapitulation

Grille 1 : Domaine d'investigations et perspectives d'action.

ENQUETES		EXPLOITATIONS
<p>Par le biais du questionnaire</p> <p>- A l'adresse des jeunes de Ouanaminthe afin d'obtenir des informations sur leurs conditions de vie et leur situation socio-économique.</p>	<p>Par le biais de l'entretien</p> <p>- Adressé aux parents de jeune dans le but de recueillir leurs opinions et suggestions relatives à l'amélioration des conditions vie des jeunes et à leur participation au développement social en Haïti.</p>	<p>- Des documents relatifs à la situation actuelle d'Haïti en général et de Ouanaminthe en particulier : (géographie, politique économie, environnement, structures et infrastructures).</p> <p>- Des documents relatifs à la situation des jeunes et du niveau de développement social en Haïti.</p> <p>Des documents relatifs aux actions déjà menées ou envisager pour favoriser le développement social des jeunes en Haïti. (publications scientifiques, rapports, ouvrages, etc.).</p>



PERSPECTIVES

- Susciter l'intérêt des jeunes à participer au développement social du pays.
- Montrer l'importance de l'auto emploi dans l'intégration sociale des jeunes.
- Mettre en évidence des informations pertinentes relatives aux jeunes, à Haïti en général et à la Commune de Ouanaminthe en particulier.

Grille 2 : Récapitulatifs des études

Mode d'enquête	Commune	Période de déroulement	Echantillon	Nombres	Objectifs	Lieux d'enquête
Questionnaires	Ouanaminthe	Novembre 2008	Les jeunes	113	implication des jeunes dans le développement social en Haïti	Maison des jeunes de Ouanaminthe
Entretiens semi-directifs	Ouanaminthe	Novembre 2008	Les parents des jeunes	34	Recueil d'informations sur Problèmes liés au développement social des jeunes et du pays	<ul style="list-style-type: none"> • Domiciles • Bureaux

QUATRIEME PARTIE

Chapitre IV. RESULTATS, ANALYSE ET SUGGESTIONS

4-1. Présentation des résultats

4-2. Analyse

4-3. suggestions

Chapitre IV. Présentation des résultats, Analyse et suggestion

4-1. Présentation des résultats

Conformément à ce que nous recherchons, notamment l'influence de l'insuffisance de l'éducation des Jeunes à l'auto emploi sur leur intégration sociale, les résultats issus de nos enquêtes se présentent comme suit :

4-1-1. Résultats descriptifs

Tableau 2: Représentation des jeunes suivant le sexe

Sexe	Nombre	%
Masculin	72	63,72
Féminin	41	36,28
Total	113	100

Conformément aux statistiques de l'IHSI, les femmes représentent 52% de la population d'Haïti ; la logique voudrait que par rapport à nos résultats à partir de nos tris à plat, nous ayons une proportion légèrement supérieure en terme pourcentage en comparaison à celle des hommes mais seulement 36,28% des femmes se trouvent être disponibles pour répondre à nos préoccupations. Du coup, cela porte à 63,72% la représentativité des hommes.

Tableau 3 : Répartition des jeunes suivant l'âge et le sexe

Age	Masculin	Féminin	Total	%
15-20	60	36	96	84,96
21-25	8	4	12	10,62
26-30	4	1	5	4,42
31-35	0	0	0	0
Total	72	41	113	100

La majorité des jeunes enquêtés a entre 15 et 20 ans, soit 84,96% de l'échantillon.

Tableau 4: Répartition des jeunes par rapport au niveau d'étude

Niveau	Nombre	%
Universitaire	4	3,54
Secondaire	38	33,62
Fondamental	68	60,18
Alphabétisé	1	0,88
Aucun	2	1,78
Total	113	100

Ce tableau révèle que le niveau d'éducation de la majorité des jeunes est très bas 60,18% atteignent le niveau fondamental et 3,54% seulement est à l'université.

Tableau 5: Répartition des jeunes suivant la profession exercée

Occupation	Nombre	%
Artisans	7	6,19
Commerçants	8	7,08
Fonctionnaires	10	8,85
Diplômés sans emploi	8	7,08
Aucun	80	70,78
Total	113	100

Ce tableau montre que 70,78% des jeunes n'ont aucune Profession et ne mènent aucune activité génératrice de revenu.

4-1-2. Résultats relatifs aux conditions de vie des jeunes

Tableau 6: Répartition des jeunes suivant le revenu mensuel moyen

Revenu en Gourde	Nombre	%
250 G- 500 G	0	0
500 G- 1000G	1	0,88
1000 G- 2000 G	2	1,77
2000 G- 3000 G	14	12,39
3000 G et plus	8	7,08
Sans revenu	88	77,88
Total	113	100

Ce tableau révèle que 77,88 % des jeunes auprès desquels nous avons mené notre enquête sont au chômage. Il montre que seulement 7,08% de ceux-ci bénéficient d'un revenu mensuel moyen supérieur ou égal à 3000 Gourdes. Ce qui leur permet de subvenir à certains besoins comme se nourrir et se vêtir.

Tableau 7: Répartition des jeunes suivant la dépense minimale de consommation journalière

Dépense en Gourde	Nombre	%
Entre 01G et 25 G	35	30,97
Entre 25 G et 50 G	52	46,02
Entre 50 G et 75 G	04	3,54
Entre 75 G et 100 G	06	5,31
Entre 100 F et plus	16	14,16
Total	113	100

Ce tableau montre que seulement 14,16% des enquêtés arrivent à faire face à la cherté de la vie.

Tableau 8: Répartition des jeunes par rapport à leur prise en charge

Prise en charge	Nombre	%
Par eux-mêmes	18	15,93
Par leurs parents	92	81,42
Par autres personnes	3	2,65
Total	113	100

Ce tableau révèle que 81,42% des jeunes dépendent de leurs parents alors que 15,93% vivent à leur solde.

Tableau 9: Répartition des jeunes suivant la satisfaction des besoins fondamentaux

Besoins	Nombre	%
Bonne alimentation	15	13,27
Soins de santé adéquats	17	15
Bien vêtir	21	15,58
Bien loger	25	22,12

Ce tableau montre que 13,27% des jeunes ont une bonne alimentation, 15% ont accès aux soins de santé, 15,58% sont bien vêtus et 22,12% arrivent à se loger confortablement.

Tableau 10: Répartition des jeunes suivant leur appartenance à un groupement social

Groupement social	Nombre	%
Oui	64	56,64
Non	49	43,36
Total	113	100

Par ce tableau, nous pouvons comprendre que la majorité des jeunes soit 56,64% mène des activités sociales.

Tableau 11 : Répartition des jeunes suivant qu'ils pratiquent des activités de loisirs

Activités de loisirs	Nombre	%
Oui	60	53,1
Non	53	46,9
Total	113	100

Suivant ce tableau 53,1% des jeunes ont accès aux activités de loisirs.

Tableau 12 : Répartition des jeunes suivant le rôle qu'ils pensent pouvoir jouer dans le développement social du pays

Rôle	Nombre	%
Participer au progrès social et culturel de la collectivité	68	59,09
Assister les personnes en situation difficile	30	27,27
Occuper une place de décision dans l'Etat	15	13,64
Total	113	100

Ce tableau, indique que les jeunes sont conscients de leur capacité à participer au progrès du pays.

Tableau 13 : Répartition des jeunes suivant leur aspiration professionnelle

Aspiration professionnelle	Nombre	%
Fonctionnaire d'Etat ou privé	61	53,98
Travailleur indépendant	52	46,02
Total	113	100

Ce tableau montre que 53,98% des jeunes interrogés, préfèrent avoir un emploi soit dans la fonction publique ou dans le secteur privé.

Tableau 14 : Répartition des jeunes suivant leur réponse à la question qu'elles sont les actions à mener pour améliorer les conditions de vie des jeunes ?

Actions	Nombre	%
Assistance financière aux jeunes	25	22,13
Rendre les jeunes Autonomes	38	33,63
Prise en charge des jeunes par l'Etat	50	44,24
Total	113	100

Dans ce tableau nous constatons que 33,63% des jeunes interrogés pensent qu'ils doivent avoir les moyens leur permettant de se prendre en charge eux-mêmes. Tandis que 66,37% réclament un soutien permanent de la part de l'Etat

Tableau 15 : Répartition des jeunes par rapport à leur réponse à la question : Qu'est-ce que selon vous qui doit être fait pour réduire le taux du chômage en Haïti ?

Action pour réduire le chômage	Nombre	%
Développer l'industrie	75	66,37
Favoriser le développement de la micro entreprise	38	33,63
Total	113	100

Selon ce tableau, 66, 37% des jeunes pensent que l'Etat doit encourager et faciliter la création des entreprises à grande capacité d'embauche tandis que 33,63% estiment qu'il relève de ses obligations de subventionner les initiatives individuelles entreprises par eux.

Tableau 16 : Répartition des jeunes par rapport à leur réponse à la question : Comment les jeunes peuvent-ils acquérir leur autonomie financière et économique ?

Manière d'acquérir l'autonomie	Nombre	%
Par l'auto emploi	32	28,57
Exercer un bon emploi	81	71,43
Total	113	100

A ce niveau 71,43% des jeunes affirment que l'exercice d'un emploi qui répondrait à la satisfaction de leurs besoins serait le moyen d'acquérir leur autonomie financière et économique. En revanche 28,57% attestent qu'ils doivent travailler à leur propre compte.

Tableau 17: Répartition des jeunes suivant leur réponse à la question : Selon vous quel encadrement l'Etat doit-il donner aux jeunes ?

Type d'encadrement	Nombre	%
Education et disponibilité des services sociaux de base	69	61,11
Subvention et allocation pour les jeunes	19	16,67
Garanti de l'emploi et la sécurité sociale	25	22,22
Total	113	100

Tous les jeunes interrogés pensent que leur encadrement par l'Etat devrait faire partie d'une politique générale de développement social en tenant compte particulièrement de l'emploi et la sécurité sociale.

Tableau 18 : Répartition des jeunes par rapport à leur réponse à la question : avez-vous déjà mené au sein de la communauté une action favorable au développement social ?

Action civique	Nombre	%
Oui	28	24,78
Non	85	75,22
Total	113	100

Quant au tableau 18, il montre que 75,22% des jeunes interrogés n'ont jamais posé un acte communautaire.

4-2. Analyse et interprétation

L'insuffisance de l'éducation des jeunes de Ouanaminthe à l'auto emploi influence leur intégration sociale ; c'est ce constat qui a guidé notre recherche. L'objectif étant de présenter le développement social en termes de résultats à atteindre pour assurer le bien-être individuel et collectif des communautés haïtiennes et particulièrement les jeunes qui agissent à la fois comme cibles et comme acteurs.

Pour atteindre cet objectif, nous avons suivi une démarche méthodologique combinant aussi bien la méthode quantitative (enquête par questionnaire) que celle qualitative (enquête par entretien) et documentaire. Toutes ces méthodes se sont orientées vers un échantillonnage constitué des acteurs directs et indirects de la jeunesse ouanaminthaise. La plupart des informations recherchées sont obtenues et les résultats quantitatifs consignés dans des tableaux. L'ensemble de ces résultats sert de point d'ancrage à notre analyse.

4-2-1. Haïti : pays en développement et le moins avancé des Amériques

La pauvreté et la montée intensive du chômage à travers le monde en général et en Haïti en particulier, suscitent une multiplication d'initiatives pour réduire les impacts et proposer un avenir meilleur aux sociétés. A cet effet, le développement social et la lutte contre la pauvreté se présentent comme étant des moyens efficaces pour remédier aux difficultés auxquelles font face lesdites sociétés.

Le développement social et la lutte contre la pauvreté sont essentiels tant au développement national qu'au développement local des collectivités. Ils impliquent plusieurs éléments en particulier ceux du développement humain et du développement économique. Cela engage souvent une société sur les aspects sociaux, économiques, culturels, politiques, physiques et administratifs.

En Haïti par exemple, la situation socio-économique et les conditions de vie de la population sont précaires ; cela se traduit par son indice de développement humain qui est le plus bas des Amériques. Elle est le pays le plus pauvre de l'hémisphère. « Ce sont les conséquences des inégalités d'opportunités en terme d'accès aux ressources et aux facteurs tels que les microcrédits, les infrastructures, le capital social, l'éducation... Le système de valeurs, la faiblesse des services sociaux de base, les mauvaises conditions de logement, la pauvreté elle-même à travers les trappes de pauvreté, le manque de capacité à participer aux décisions publiques et à les orienter, le manque de réseaux sociaux pour les plus pauvres sont autant de facteurs alimentant la pauvreté et les inégalités. Elles résultent également des politiques publiques qui ont des effets de redistribution et orientent la valorisation et l'allocation des ressources. Fondamentalement, la pauvreté en Haïti découle d'un processus historique de construction du pouvoir politique et de l'organisation économique, centré sur les intérêts d'une minorité. »³³

Selon le Document de Stratégie Nationale pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté DSNCRP (2008-2010)³⁴, cette situation critique est de plus en plus préoccupante d'un département à un autre, d'une ville à une autre et des zones urbaines à celles rurales. Ouanaminthe est une ville du département du Nord-Est, qui se trouve être le plus pauvre du pays. C'est une situation qui ne participe pas à l'amélioration des conditions et de la qualité de vie de la population et qui explique par surcroît l'insuffisance de certains éléments nécessaires au développement de toute la localité³⁵ tels que précédemment énumérés.

³³ Document de Stratégie Nationale pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (DSNCR) 2008-2010. 2007, p41.

³⁴ C'est un document cadre qui retrace l'ensemble des stratégies à mettre en place pour atteindre à moyen terme la croissance et pour sortir le pays de la pauvreté.

³⁵ Elle fait référence à un territoire occupé par des communautés d'acteurs publics et privés qui œuvrent pour son développement.

Pour permettre à nos lecteurs d'avoir une compréhension beaucoup plus aisée, il est nécessaire d'expliquer les appellations concernant les niveaux d'études en Haïti. Le système éducatif haïtien comprend l'éducation préscolaire, l'école fondamentale, l'école secondaire, la formation professionnelle et supérieure. L'enseignement préscolaire s'adresse aux enfants de 03 à 05 ans. L'enseignement fondamental est constitué de trois cycles. Les deux premiers sont conçus comme le niveau d'éducation de base et le troisième comme le niveau d'orientation. Le premier cycle dure quatre ans d'études, le deuxième deux ans et le troisième trois ans (MENJS, 1999). « La première année fondamentale suit le période préscolaire que l'enfant quitte à cinq ans. La fin du deuxième cycle est sanctionnée par un examen d'Etat (Certificat de fin de deuxième cycle). Le troisième cycle général (7^e AF, 8^e AF, 9^e AF) conduit au Diplôme de fin d'études fondamentales. A la suite d'un examen d'Etat en neuvième année, le jeune âgé de 15 ans rentre en secondaire. Selon les textes de la Réforme Bernard lancée depuis 1979, le cycle secondaire devrait durer trois ans ainsi le cycle d'étude durerait douze ans. Mais la réforme reste inachevée et le cycle d'étude dure treize ans. De ce fait, l'élève sort du système scolaire à vingt ans (20) accompli. »³⁶

Ainsi, si dans le **tableau 4**, 60,18% des jeunes de 15 ans à 30 ans sont encore au niveau fondamental cela implique un grand retard à leur niveau puisque que normalement tous les enfants comme nous l'avions expliqué plus haut doivent commencer l'école fondamentale au plus tard à 06 ans.

On constate malheureusement que ces jeunes dont la moitié est encore au niveau primaire sont toujours à la charge de leurs parents. La majorité de ces derniers ont des revenus qui ne dépassent pas mille (1000) Gourdes le mois avec plusieurs enfants à élever. Dans la réalité, une grande partie de la population de Ouanaminthe s'adonne au commerce, ce qui devrait en principe participer à l'élévation de leur niveau de vie c'est-à-dire subvenir décentement à leurs besoins quotidiens. Mais en référence aux résultats du **tableau 8**, relatifs aux dépenses de consommation journalière, 76,99 % de notre échantillon ne disposent que de 01 à 50 gourdes par jour : cela apparaît infirme et l'on comprend que cette situation ne leur permette pas de faire face à la cherté de la vie. D'ailleurs le **tableau 9** vient étayer notre explication en nous montrant que seulement 22,12% arrivent à satisfaire ses besoins élémentaires.

³⁶World Data on education. 6th edition 2006/07. (2006). Haiti.
<http://www.ibe.unesco.org/International/ICE47/English/Natreps/reports/haiti.pdf>

4-2-2. Faible participation sociale des jeunes de Ouanaminthe liée à leur condition de vie très difficile.

Les résultats de nos recherches prouvent que les conditions de vie de la majorité des jeunes de Ouanaminthe sont difficiles. Ces difficultés sont à la fois les conséquences et les causes de leur faible participation sociale. Les indicateurs de participation sociale tels que ; les études pour les jeunes ou les adultes, le travail rémunéré, le bénévolat et l'entraide, les activités culturelles, de loisirs et de sports, l'engagement dans des institutions démocratiques, l'investissement humain ou financier dans une entreprise ou dans un projet communautaire sont en grande partie à un niveau très bas.

Les enquêtes menées auprès des jeunes de Ouanaminthe révèlent qu'ils sont nombreux à aller à l'école mais ils accusent dans leur cursus académique, un retard qui en partie entrave leur introduction sur le marché du travail. Il est aussi constaté que trois (03) sur dix (10) de ces jeunes sont obligés d'abandonner l'école par manque de moyens et dans plusieurs cas, ils deviennent des délinquants.

56,64% des jeunes affirment qu'ils sont membres d'un groupement social (cf. **tableau 10**). Ces groupements se constituent en club de football, de volleyball, de karaté, de Chorale d'église ; en projet communautaire comme le VDH et le Plan International en tant que bénéficiaires mais très peu ont fait le bénévolat ou l'entraide. Selon le **tableau 11**, les activités culturelles et sportives se pratiquent par 53,1% des jeunes enquêtés. Les 53% d'entre eux affirment que la pratique des activités culturelles et sportives représente leur seule distraction c'est-à-dire leurs loisirs.

La participation sociale est très importante car « participer socialement » c'est contribuer au développement social de sa localité et de son pays en améliorant ses conditions et qualité de vie. Cela implique la participation au développement et à l'émancipation de sa communauté³⁷ ou de sa localité et en favorisant la protection de l'environnement. Quand nous avons demandé aux jeunes comment ils pensent pouvoir aider leur pays à y parvenir : 59,09% disent qu'ils peuvent mettre leurs compétences au progrès social et culturel de la collectivité ; 27,27% pensent assister les personnes en situation difficile et 13,64% veulent occuper une place de décision dans l'Etat (cf. **tableau 12**). Ils sont conscients du mal et de la nécessité de

³⁷ C'est l'organisation sociale au sein duquel la vie et l'intérêt des membres s'identifient à la vie et à l'intérêt de l'ensemble. ROCHER G. (1968). Organisation sociale. Montréal. HMH, ltée, p. 52

conjuguer leurs efforts afin d'améliorer la situation du pays. Ces jeunes, pleins de vie, de volonté et d'ambitions quoiqu'encore au niveau primaire à un âge très avancé pour certains, ils rêvent pour 53,98 % de servir à la fonction publique ou dans le secteur privé. D'autres soit 46,02% aspirent à travailler pour leur propre compte (cf. **tableau 13**). Cet élément de la participation sociale est nécessaire au développement social ; l'investissement humain ou financier dans une entreprise, est actuellement d'une grande importance dans tout programme et projet de développement national ou local. C'est une stratégie efficace dans l'atteinte des objectifs de développement humain et plus particulièrement dans l'intégration sociale des groupes sociaux marginaux ou vulnérables comme les jeunes.

4-2-3. Le Chômage : un handicap à l'intégration sociale des jeunes en Haïti.

Le but de l'intégration sociale est de lutter contre l'exclusion sociale. Elle dépend de l'évolution économique, sociale et des dimensions, relationnelle, professionnelle, scolaire, morale et légale qui sont matérialisées par la possession d'une source de revenus, la satisfaction des besoins primaires, l'accès aux activités de loisirs et l'appartenance à des groupes sociaux approuvés par la société. L'intégration sociale en partie fait référence aux vocables *lutte contre pauvreté, amélioration des conditions et de la qualité de vie*. Les jeunes qui ont participé à notre enquête comprennent aussi la nécessité de leur intégration sociale. Dans le **tableau 14**, ils proposent des solutions rendant leur intégration sociale effective : ces actions sont la prise en charge par l'Etat, assistance économique et financière aux jeunes et la promotion de l'entrepreneuriat.

Le problème de l'exclusion sociale est très fort en Haïti et plus accentué dans le Département du Nord-est souvent négligé par le pouvoir central. Ce phénomène se nourrit par les inégalités sociales et surtout le chômage qui anime en même temps la pauvreté. Comme le fait remarquer l'économiste Eddy LABOSSIERE « 70 % de la population active d'Haïti sont en chômage, la fonction publique compte cinquante mille (50 000) employés, le secteur privé cent vingt mille (120 000) et entre un million deux cent mille à un million sept cent mille sont dans le secteur informel. »³⁸ Notons que la population active d'Haïti selon l'IHSI³⁹ représente

³⁸ Pawollapale. (2009). *Le taux de chômage pourrait augmenter en Haïti avec la mauvaise santé de l'économie américaine*. <http://www.pawollapale.com/spip.php?article 689>

³⁹ Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI). (2007). Inventaires des ressources et potentialités de la commune de Ouanaminthe. Ministère de l'Economie et des Finances.

54,4% de la population globale, ils ont 15 ans et plus. Le chômage constitue une source d'alimentation de la pauvreté et de l'instabilité dans le pays au coté du non accès à l'éducation, par conséquent la nécessité de prendre des mesures s'imposent. Ces mesures passent d'abord par la création d'emploi.

L'Etat haïtien n'a pas une politique de recrutement ni de création d'emploi définie ou institutionnalisée. Le taux de recrutement et de création d'emploi par année est très faible, ce qui explique autant de chômage. Le DSNRP qui est un cadre d'orientation stratégique dont l'objectif est de réduire la pauvreté et d'atteindre les objectif du millénaire à partir de 2010 ne considère pas l'emploi comme un axe prioritaire, il est pris en compte à travers les lignes stratégiques des secteurs considérés comme prioritaires tels que l'agriculture, l'éducation, la santé, etc. C'est ce qui explique la réaction des jeunes au **tableau 15** quand les 66,37% d'une part affirment que la réduction du chômage doit passer par le développement de l'industrie et les 33,63% d'autre part, à travers la promotion de la micro entreprise.

La création de la micro entreprise est en quelque sorte la manière la plus durable d'acquérir son autonomie financière et la plus franche pour devenir un travailleur indépendant. Cette assertion est partagée par 28,57% des jeunes mais la majorité 71,43% pensent qu'il faut avoir un bon emploi bien rémunéré (cf. **tableau 16**). Ces résultats viennent confirmer partiellement notre hypothèse selon laquelle « ceux-ci qui sont spécifiquement de Ouanaminthe ne sont pas suffisamment éduqués à l'auto emploi pouvant faciliter leur intégration sociale ».

L'auto emploi est non seulement un facteur d'intégration sociale mais aussi une forme complète de participation sociale, il permet d'effectuer un travail en pratiquant à la fois une activité économique, sportive, culturelle etc. génératrice de revenus, qui permet d'améliorer sa condition de vie, de satisfaire ses besoins et d'être utile à la communauté. Nous pouvons étayer notre idée par l'exemple d'un jeune qui possède un talent de musicien : fort de cela, il peut produire des albums, réaliser des concerts pour divertir sa communauté, promouvoir sa culture, favoriser la sociabilité et éduquer ses auditeurs à travers ses textes.

4-2-4. Une position géographique de Ouanaminthe concourant à la culture mercantile des jeunes

La position géographique de Ouanaminthe fait d'elle un endroit favori pour les échanges commerciaux, de ce fait le commerce entre dans la culture de cette population. Les

enfants, les jeunes ont presque tous des habitudes commerciales ou ont déjà mené une activité génératrice de revenu (vente de fruits, de bétails, conception et vente de produits artisanaux, location de bicyclette, vente de sucrerie ou de pâtisserie, etc.). Huit (8) ouanaminthais sur dix (10) ont un parent, vit directement ou indirectement du commerce ou de la micro entreprise. En considérant le résultat du **tableau 16**, l'auto emploi est un moyen de répondre au besoin immédiat, une stratégie de survie. Au cours de nos enquêtes nous avons demandé aux jeunes constituant notre échantillon ce qu'ils souhaitent devenir dans leur vie ; 53,98% répondent qu'ils veulent être des citoyens importants comme médecin, avocat, ingénieur, politique et environ 30% veulent devenir soit artiste soit sportif. Ces réponses ne sont pas en contradiction avec celles des parents qui souhaitent avoir de grands fonctionnaires, des intellectuels chevronnés ou de grands hommes politiques. L'auto emploi est une activité marginalisée et peu considérée à Ouanaminthe de manière général en Haïti. Les symboles attachés au commerce et à la micro entreprise ne les valorisent pas assez pour qu'ils deviennent des modèles de profession pour les jeunes.

Au total, le développement social en Haïti et à Ouanaminthe en particulier est un grand défi qui nécessite la synergie des différents secteurs tels que santé, services sociaux, éducation, emploi, organismes communautaires, municipalités, sports et loisirs, etc. L'action combinée des secteurs associés, la participation sociale et la participation citoyenne⁴⁰ de chaque membre de la communauté constituent les points d'appui du développement social en Haïti. Ces points d'appui facilitent l'atteinte des objectifs tels que : l'amélioration des conditions et la qualité de vie de la population par des interventions tant à l'échelle des collectivités locales qu'à l'échelle des personnes. Ces actions visent particulièrement les jeunes, ils sont avec les enfants, les premières victimes du sous-développement et de la pauvreté qui ruinent le pays. Mais aussi, de par leur représentativité et leurs potentialités, ils peuvent être une force et un atout pour sortir le pays de cette précarité.

⁴⁰ La participation citoyenne est l'implication des individus et des groupes dans le développement de leur communauté, localité ou société.

4-3. Suggestions

Nos enquêtés ont formulé à travers les questionnaires, des critiques et observations en fonction de leur perception, de leur compréhension du processus de développement social en Haïti. Ces opinions proposent une nouvelle approche du développement social, aussi elles véhiculent les aspirations de ces jeunes qui sont les principales victimes de la contre performance des dirigeants dans le processus du développement social en Haïti. Ainsi, nous relevons les tendances fortes de ces opinions pour les présenter en guise de suggestion.

La constitution haïtienne de 1987 dans ses différents articles, engage l'Etat à protéger et à garantir le droit des haïtiens à tous les niveaux (Intellectuels, physiques, psychologiques, sociaux etc.). Nos enquêtés pensent que l'Etat par le biais de ses représentants, doit respecter son engagement envers la nation. Entre autres, ils citent la création d'emploi, l'éducation pour tous, la promotion culturelle, la disponibilité des centres de loisirs et la garantie des services sociaux de base. Egalement, ils suggèrent le développement du secteur agricole et la promotion de la production nationale pour lutter contre la hausse des prix des produits de première nécessité et surtout des produits alimentaires.

Ils complètent : « *Si l'Etat entreprenne concrètement ces actions, les conditions et la qualité de vie de la population haïtienne s'amélioreront et avec le temps changeront complètement, l'intégration sociale des jeunes sera aussi possible. C'est ainsi que le processus de développement social sera effectif en Haïti* ».

○ **Tableau 19 : Récapitulatif des suggestions des enquêtés**

Suggestions	Nombre d'opinions
Création d'emploi	36
Création des centres sportifs et culturels	21
Facilitation de l'éducation et de la formation des jeunes	14
Promotion et développement du secteur agricole	9
Mise à la disposition des jeunes des centres universitaires	5
Encadrement des associations de jeunes	5
Financement des projets communautaires	4
Encadrer les jeunes	4
Développement de l'industrie	4
Créations de logements sociaux	3
Création d'école professionnelle	3
Mise à la disposition de la population des services sociaux de base	2
Structuration des institutions	1
Respect des droits humains	1
Campagne d'alphabétisation	1
Total	113

Dans le but de renforcer la fiabilité des informations recueillies auprès des jeunes, nous avons jugé important de nous entretenir avec les parents, les personnes proches des jeunes ayant connaissance de leur vécu quotidien. Ainsi, au cours de ces entretiens, Ils nous ont exprimé leur inquiétude par rapport au devenir du pays et des jeunes en particulier. Ils pensent que l'avenir des jeunes est compromis, la possibilité de faire valoir leur potentialité est offerte à une minorité, la grande majorité est laissée dépourvue. Le manque de moyens des parents ne leur permet pas de subvenir aux besoins de leurs enfants et les événements de 2008 viennent accélérer la conduite du pays à la dérive. Selon eux, c'est « la conséquence de l'irresponsabilité, l'incompétence et la corruption dans l'Etat. », ils « proposent le développement social, l'investissement étranger et la lutte anti corruption comme solution

pour arrêter cette hémorragie. » Ces actions seront menées par un Etat responsable, les organismes et organisations de la société civile, la population et surtout les jeunes qui peuvent occuper des postes clés dans l'administration publique et propulser le développement des activités culturelles et sportives.

Le développement social a pour base la communauté et la localité, ses actions étant plus efficaces lorsqu'elles résultent d'actions concertées entre les différents acteurs locaux et partenaires au développement en particulier l'Etat. Une politique de développement social intervient tant au niveau des collectivités locales qu'au niveau des personnes avec pour objectif d'améliorer les conditions, la qualité de vie et de favoriser une grande participation sociale des personnes de manière durable et continu. L'atteinte de ce but passe par la lutte contre la pauvreté, la préservation de l'environnement, la bonne gouvernance et la création d'emploi.

A l'issue de nos investigations sur ces jeunes, il ressort à travers leurs différentes opinions une sous information évidente dans la mesure où la plupart d'entre eux pensent que c'est l'Etat qui doit leur régler le problème de développement social. Ils oublient que cela relève de la société civile, responsables locaux, la population et les animateurs au développement. C'est pourquoi en référence à notre champ de controverse, il est nécessaire que nous complétions leurs appréciations sur la thématique par quelques suggestions.

Ainsi, nous présentons les principes d'action à mener par les différents acteurs du développement social pour favoriser l'intégration sociale et l'amélioration des conditions de vie des jeunes et des collectivités.

- **L'Etat**

La Constitution haïtienne du 29 mars 1987 crée les Collectivités Territoriales en son article 61 et dans l'article 64, elle oblige l'Etat à établir au niveau de chaque Commune les structures propres à la formation sociale, économique, civique et culturelle de sa population. Ces articles de la Constitution sont inscrits dans une optique de décentralisation qui vise l'administration des affaires locales par les Collectivités Territoriales sous la tutelle de l'Etat unitaire. Des éléments comme le transfert de compétences, la mise à la disponibilité des Collectivités Territoriales les ressources nécessaires font défaut.

L'Etat doit, à travers ses organes, élaborer des lois précisant le transfert des compétences et la mise en place des structures de gestions de la décentralisation. Il peut à travers ces structures, promouvoir et assurer la bonne gouvernance au sein de l'administration d'Etat et dans la gestion des Collectivités Territoriales. Il serait aussi nécessaire que l'Etat mette à leur disposition les ressources nécessaires pour mener leur programme de développement social. Dans le but d'assurer l'efficacité des activités, l'Etat doit envisager un processus de contrôle et de suivi.

Dans sa politique de développement social, et par le biais des Ministères de tutelle, il serait important que l'Etat élabore une politique de jeunesse axée sur des objectifs à long terme, qui tient compte des réalités des jeunes et de la spécificité de leurs besoins par localité. La réussite de cette politique dépend de la participation des jeunes dans toutes les étapes de son déroulement : sa formulation, sa mise en place et son évaluation.

- **Responsables locaux**

Les responsables locaux sont des personnes élues par la localité pour gérer son administration, la guider, la représenter et prendre des décisions en son nom. Ils ont pour mission d'entreprendre des actions qui tendent vers le progrès, le développement de la Commune et l'amélioration des conditions et de la qualité de vie de la population. Pour bien mener ces actions les responsables de la Commune doivent faire preuve de compétence, de bonne gestion et de bonne gouvernance.

Le développement social, quel que soit le niveau doit être planifié et sa réussite dépend non seulement des moyens et ressources mis en œuvre mais surtout de l'implication de tous ceux qui sont concernés par ce développement. La participation des communautés à la base est aussi l'un des objectifs de la décentralisation. Cette dernière opte pour l'implication des communautés à la base à tous les phases du plan de développement de la Commune: la conception, la mise en œuvre et le suivi ainsi que toutes les activités qui engagent la Commune au niveau social, économique, culturel et politique.

A Ouanaminthe, la décentralisation n'est pas effective aussi on constate l'absence d'un réel plan de développement de la Commune. Dans les archives, plusieurs documents de diagnostic, de plan d'action et de rapport d'activités sont disponibles de manière isolée et sont tous conçus soit par le gouvernement ou par des organisations internationales. L'existence de ces documents reste encore inconnue à la majorité de la population. Cette situation montre

que le processus de développement social ne se porte pas bien à Ouanaminthe. Ceux, parmi les jeunes qui ont eu la chance d'aller à l'école, ont deux possibilités après leur baccalauréat. Selon qu'ils ont les moyens, ils vont au Cap-Haitien, à Port-au-Prince, en République dominicaine particulièrement (Santo Domingo et Santiago Rodriguez) pour leurs études supérieures. Ceux qui n'en ont pas, sont obligés de faire le petit commerce, de travailler à la zone franche, de trouver un boulot d'enseignant dans les écoles privées ou de vendeur de borlette⁴¹. D'autres sont partis en République Dominicaine à la recherche du travail dans les « Bateyes »⁴².

Les échanges commerciaux au niveau de la frontière, les ressources naturelles (les chutes d'eaux), les ressources minières (les carrières de sables, l'or, etc.) et une population dont plus de la moitié est jeune font de Ouanaminthe une Commune à grande potentialité économique. Il revient au gouvernement et plus précisément aux autorités locales de faire bon usage de ces ressources.

De ce fait, nous proposons aux autorités locales de concevoir un plan de développement pour la Commune avec des rubriques telles que la régularisation du marché de Dajabòn, la promotion de l'entrepreneuriat pour les jeunes en leur facilitant l'accès à l'information, à la formation et au financement. Aussi, elles doivent mettre en place une campagne de sensibilisation en vue d'encourager la population à participer aux activités de la Commune. Enfin, les autorités locales doivent élaborer des stratégies pour lutter contre l'exode rural, la migration et l'émigration des jeunes. De concert avec les responsables des Sections Communales, la population et les partenaires au développement et conformément aux orientations nationales, élaborer des projets de développement des secteurs de l'éducation, des loisirs, de l'agriculture, de l'élevage et de la micro entreprise au bénéfice des jeunes et de la population en général.

⁴¹ Une loterie qui consiste à acheter des numéros auprès d'un vendeur. Ces numéros sont de 00 à 99. Les numéros gagnants sont désignés lors d'un tirage organisé en public par les tenanciers ou le premier numéro tiré au hasard est consacré premier lot jusqu'au troisième. Ceux qui gagnent sont payés suivants un tarif établi par les tenanciers.

⁴² Ce sont des campements où vivent les coupeurs de cannes, on les rencontre à Cuba et en République Dominicaine. Les « bateyes » dominicains sont de vrais bidonvilles qui accueillent misérablement les travailleurs haïtiens.

- **Organisations de la société civile**

Selon Antonio Gramsci cité par Etienne (1997)⁴³ : « la société civile est l'ensemble des organismes vulgairement dits privés ». Laquelle définition que Etienne (1997) complète en soulignant l'influence de ces organismes dans les prises de décisions tant au niveau de l'Etat que de la société. Dans le cadre du développement social, ces organismes jouent un rôle très important de partenaires techniques et financiers surtout pour les ONG. Les organisations socioprofessionnelles comme les groupements de femmes, les associations de jeunes et les syndicats sont les représentants de la population dans les assemblées de prise de décisions et les forces mobilisatrices de la population.

- **Organisations Non Gouvernementales**

L'objectif de la présence d'une ONG dans une contrée est d'apporter un soulagement aux souffrances des plus nécessiteux, de contribuer à améliorer les conditions de vie des populations vulnérables. Neuf (9) Organisations Non Gouvernementales opèrent à Ouanaminthe dans les secteurs agricole, sanitaire et éducatif. Pour atteindre avec efficacité leurs objectifs, les ONG doivent coopérer avec les autres instances de la Commune, partager les informations, coordonner leurs programmes et actions de façon à aider la population à satisfaire ses besoins prioritaires.

- **Organisations socio professionnelles**

En termes de ressources humaines et de ressources techniques, les associations de jeunes, les groupements de femmes, les syndicats constituent une richesse inépuisable et un atout considérable pour le développement de la Commune. Ils peuvent jouer un rôle important dans la mobilisation, la sensibilisation et l'éducation citoyenne des jeunes et de la population toute entière. Pour cela, les membres doivent avoir certaines formations et informations surtout dans leur domaine d'intervention. De concert avec les autorités locales et les partenaires au développement, ces associations peuvent participer au développement de la Commune dans plusieurs domaines : l'assainissement, la protection de l'environnement, l'alphabétisation, la vulgarisation agricole, la promotion artistique et artisanale, etc.

⁴³ ETIENNE S. P. (1997). Haïti : invasion des ONG. Port-au-Prince. Le Natal S.A, p104 – 105.

Ouanaminthe compte officiellement selon les données de l'IHSI (2007), vingt et six (26) représentations sociopolitiques. Il existe une multitude d'associations qui fonctionnent dans l'informel, ce sont surtout les clubs de sport et les groupements de jeunes.

Nous conseillons à ces associations de remplir les formalités de légalisation auprès des autorités compétentes pour avoir de la crédibilité aux yeux des responsables locales. Elles doivent faire preuve de compétence et bonne gestion dans leurs activités pour avoir la confiance de la population.

Les associations de jeunes doivent élaborer des projets d'actions et réaliser des programmes qui tiendront compte des besoins des membres, des jeunes dans leur quartier et de la Commune en générale. A travers des activités, elles peuvent faciliter la participation citoyenne des jeunes, la promotion de la micro entreprise, la mise en valeur et l'exploitation de leur potentialité afin d'améliorer leurs conditions et qualités de vie ainsi que le développement social de toute la commune.

- **Jeunes**

Les jeunes représentent la partie de la population dont l'âge se situe entre quinze et trente quatre ans. Généralement ils constituent la force productrice de la Commune mais aussi la couche la plus vulnérable et après les enfants, la couche la plus exposée aux conséquences du sous-développement et de la pauvreté.

Le développement social pour son efficacité nécessite que les jeunes ne soient plus considérés comme uniquement bénéficiaires d'une amélioration de conditions et de qualité de vie mais d'être aussi acteurs de ce changement, de participer aux prises de décision qui engageront leur avenir.

Mis à part les activités culturelles et sportives considérées comme des activités de jeunes, à Ouanaminthe les jeunes sont souvent mis à l'écart dans la planification de leur destin. Les jeunes constituent plus de la moitié de la population, par conséquent ils représentent une force au sein de la Commune. Il incombe aux jeunes d'attirer l'attention des autorités et de réclamer la place qui leur est due. Pour cela, ils doivent s'organiser, se former, participer aux actions civiques, prendre des initiatives communautaires et entrepreneuriales.

Les communautés et la population toute entière ont leur rôle dans le processus de développement social, sans leur coopération, leur mobilisation et participation active il sera difficile de parler d'un réel développement social à Ouanaminthe.

- **Animateurs au développement**

Il assure la liaison entre les différents secteurs, c'est un accompagnateur qui facilite la collaboration entre les différents acteurs du développement social. L'animateur de développement rend accessible aux acteurs, les informations nécessaires pour le processus de changement. Dans la Commune de Ouanaminthe, le rôle d'animateur de développement est joué par les ingénieurs agronomes, les spécialistes du domaine sont méconnus ou inexistant dans la Commune. De par l'importance de ce rôle pour la réussite du processus de développement, il serait utile qu'il soit joué par quelqu'un qui maîtrise les contours du processus de développement.

Le développement social de la population de Ouanaminthe et d'Haïti en général est à un niveau peu satisfaisant. Les objectifs principaux qui sont l'amélioration des conditions et la qualité de vie ainsi que le bien-être sont loin d'être atteints pour la majorité de la population. Les apports des jeunes pour propulser le processus du développement social est à prendre en compte. Par conséquent, les promoteurs du développement social dans la Commune doivent faciliter l'intégration des jeunes dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation du processus de développement social. Les jeunes aussi doivent imposer leur importance, en exploitant leurs potentialités physique et intellectuelle, leur créativité pour le bien-être individuel et collectif.

CONCLUSION

CONCLUSION

Au cours de nos investigations, nous avons constaté que le problème de la pauvreté est aussi une préoccupation pour la population haïtienne. Les résultats obtenus à partir de ces investigations ont confirmé notre hypothèse selon laquelle les jeunes de Ouanaminthe ne sont pas suffisamment éduqués à l'auto emploi pouvant faciliter leur intégration sociale. Aussi montrent-ils l'importance d'une intervention rapide pour arrêter l'hémorragie humaine provoquée par la pauvreté. La population plus particulièrement les jeunes, affirme sa détermination à participer à un changement social au niveau de la société haïtienne.

Le changement social auquel aspire la population haïtienne, est défini par Rocher (1968) comme « *toute transformation observable dans le temps, qui affecte, d'une manière qui ne soit pas que provisoire ou éphémère, la structure ou le fonctionnement de l'organisation sociale d'une collectivité donnée et modifie le cours de son histoire* »⁴⁴. Dans le cadre de notre recherche, ce changement social implique l'accroissement du niveau de développement social de la population haïtienne axé sur des facteurs comme le développement de l'auto emploi et l'éducation.

En nous référant à la synthèse de l'éducation faite au début de ce document : « *l'éducation est une méthode utilisée par la société pour assurer sa pérennité en transmettant de génération en génération ses valeurs, symboles et modèles* ». Nous pouvons dire que l'éducation prépare l'Homme à jouer son rôle dans la société pour le bien-être individuel et collectif. Les informations et connaissances acquises par l'Homme, ont pour but de l'aider à mieux s'adapter à son environnement et à répondre efficacement à ses besoins. C'est pour cette raison que l'éducation est considérée comme un facteur important pour l'accroissement du développement social en Haïti en promouvant l'auto emploi comme nouvelle stratégie pour favoriser l'intégration sociale des jeunes et freiner l'avancement du chômage et de la pauvreté.

Pour rendre effectif ce changement social, une synergie des interventions entre les différents agents de changement social à savoir : l'Etat, les autorités locales, les organismes privés, les communautés et les animateurs de développement, doit être consentie de manière à compléter les actions. Ce processus de changement social planifié dont le but est le bien-être

⁴⁴ ROCHER G. (1968). Le changement social. Montréal. HMH, Ltée, p. 23.

de la population toute entière doit prendre en compte de façon précise et intégrale les enjeux tels que l'insécurité, l'instabilité politique, la dégradation de l'environnement, la pauvreté, le manque d'implication des citoyens, l'exode rural, qui peuvent influencer sur le processus. De ce fait, les acteurs doivent être conscients de l'importance d'une politique de développement social axée sur :

- le renforcement et la maximisation de l'utilisation des structures déjà existantes ;
- la mise à la disponibilité de la population les informations concernant le développement de leur collectivité ;
- le renforcement de l'implication des communautés en général et des jeunes en particulier aux activités de développement ;
- l'encouragement de l'esprit entrepreneurial des jeunes ;
- la création de centre de formation continue pour les jeunes déscolarisés ;
- le renforcement et élargissement dans tout le pays le service d'action civique et créer des centres de formation aux citoyennes et aux citoyens ;
- la mise en place des projets d'éducation à la santé à travers le pays ;
- le développement, la structuration et la promotion de l'offre d'activités culturelles et de loisirs.

Tous ces éléments concourent à un développement social qui offre à la population en général la possibilité d'améliorer leurs conditions et leur qualité de vie. Plus particulièrement, il propose aux jeunes une intégration sociale effective et des moyens de préserver les plus vulnérables de la délinquance, des Infections Sexuellement Transmissibles (IST) et d'autres fléaux sociaux.

**REFERENCES
BIBLIOGRAPHIQUES**

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ouvrages

- **Commission Nationale à la Réforme Administrative (CNRA). Unité de décentralisation et des collectivités territoriales.** (2002). Problématique de la décentralisation et réalité des collectivités territoriales. Port-au-Prince, 91 p.
- **DOURA, F.** (2001). *Economie d'Haïti. Dépendance, crises et développement.* Montréal, Dami. Tome I, II et III.
- **KERN, D.** (2000). *L'insuffisance de développement en Haïti, Blocages et solutions.* USA Floride, Ed Pegasus Books, 495 p.
- **PRIVERT, J.** (2006). *Décentralisation et collectivité territoriale : contrainte, enjeux et défis.* Port-au-Prince. Editions le beréen, 282 p.
- **ROCHER, G.** (1968). *Introduction à la sociologie générale : l'action sociale.* Montréal. HMH, ltée, 189 p.
- **ROCHER, G.** (1968). *Introduction à la sociologie générale : l'organisation sociale.* Montréal. HMH, ltée, 258 p.
- **ROCHER, G.** (1968). *Introduction à la sociologie générale : le changement social.* Montréal. HMH, ltée, 318 p.
- **SAUVEUR, P. E.** *Haïti : invasion des ONG.* (1997). Port-au-Prince. Le Natal S.A, 343 p.
- **Secrétairerie d'Etat de la Jeunesse des Sports et des Services Civiques (SEJSSC).** (1997). *Diagnostic socio-économique de la jeunesse haïtienne.* Port-au-Prince. Les éditions Jeunesse, 57 p.

Thèses et Mémoires

- **HOUNGA, A.** (2003). « Le tourisme dans un pays en développement : l'exemple du Bénin en Afrique de l'Ouest ». Thèse de doctorat de l'Université Blaise-Pascal, Clermont –Ferrand, 400 p.

- **SAINSINE, Y. (2007).** « Mondialisation, développement et paysans en Haïti : Proposition d'une approche en termes de résistance ». Thèse de doctorat de l'Université Catholique de Louvain, 339 p.
- **JOSEPH, D. (2000).** « Education et emploi en Haïti : Le cas de l'insertion socio-économique des jeunes ». Mémoire en JASE, Institut Nationale de la Jeunesse, de l'Education Physique et du Sport, Université d'Abomey-Calavi INJEPS/ UAC, 118 p.
- **SYLVESTE, E. (2003).** « Contribution des organisations paysannes au développement sociale de Thomassique ». Département sociologie, Faculté des Sciences Humaines, Université d'Etat d'Haïti FASCH/ UEH, 96 p.

Rapports

- **ACDI. (2003).** Valorisation des expériences de développement local en Haïti. Rapport de recherche produit par le Groupe de recherche en administration publique et management international (GRAP), 155p.
- **CONFESJES. (2001).** Colloque sur les créneaux porteurs dans le domaine de la micro-entreprise, 26 p.
- **FASCH – PNUD. (2005).** Etat des lieux des savoirs sur la pauvreté en Haïti des années 70 à nos jours, Port-au-Prince, 183 p.
- **MPCE. (2007).** Document de Stratégie National pour la Croissance et la Réduction de la pauvreté DSNRP 2008-2010, 172 p.
- **Ministère de la Planification, de la Coopération Externe et de la Fonction Publique. (1992).** Conséquences de l'embargo décrété par l'Organisation des Etats Américains contre la République d'Haïti. Livre blanc. Port-au-Prince, 102 p.
- **MSPP. (2001).** Politique Nationale de Santé des Jeunes et des Adolescents. Port-au-Prince, 36 p.
- **THOMAS, E.et al. (2002).** La prévention du VIH/SIDA chez les jeunes en Haïti à travers l'éducation par les pairs. Port-au-Prince, 36 p.

- **FIDA.** (2007). République d'Haïti, Exécution du premier cycle du Programme d'appui aux initiatives productives en milieu rural, financé dans le cadre du mécanisme flexible de financement. Rome, 7 p.
- **PAGES, J P.** (1999). Démocratie délibérative et perception des risques. Paris. Agoramétrie, 123 p.

Documents audio-visuels

- **Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI).** (2007). *Inventaires des ressources et potentialités des communes d'Haïti. Inventaires des ressources et potentialités de la commune de Ouanaminthe.* Ministère de l'Economie et des Finances. Logiciel Audio-visuel des Communes d'Haïti.
- **Microsoft Encarta.** (2007). *République Dominicaine, démographie.* Logiciel Audio-visuel.
- **Microsoft office Excel 2007.** Logiciel de traitement de données.

Webographie

- **Bureau des Mines et de l'Energie.** (1992). *Inventaire des ressources minières de la République d'Haïti.* Fascicule III.
<http://www.bme.gouv.ht/mines/fascicule/f3nordest.pdf>
- **Comité de la politique de développement social de la MRC de Maskinongé.** (2004). *Cadre de Référence de la Politique de développement social de MRC MASKINONGE.*
http://www.cdc-maski.qc.ca/PDF/POLITIQUE_DEVELOPPEMENT_SOCIAL-MARS_04.pdf
- **Entraide et Fraternité.** (2007). *Haïti en bref.*
http://www.entraide.be/uploads/media/HAITI_EN_BREF_02.pdf
- **KEABLE, P.** (2007). *L'intégration sociale, un cadre conceptuel porteur de changements.* http://www.congres2007.org/pages/actes_pdf/Keable_Pierre.pdf
- **MAHWA, A.** L'impact de l'auto emploi sur le chômage et la pauvreté au Cameroun.
http://www.memoireonline.com/02/08/894/m_impact-auto-emploi-chomage-pauvrete-cameroun6.html#toc41

- **Ministère de la Santé Publique et Population (MSPP).** (2001). *Politique Nationale de Santé des Jeunes et des Adolescents.*
<http://www.policyproject.com/pubs/countryreports/polijeunes.pdf>

- **Mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires en Haïti.** (2005). *Rapport spécial.* <http://www.fao.org/giews/>

- **Organisation des Nations Unies (ONU).** (2001). *Troisième conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés.*
<http://www.unctad.org/fr/docs/aconf191cp15hai.fr.pdf>

- **Pawollapale.** 27 Janvier 2009. Le taux de chômage pourrait encore augmenter en Haïti avec la mauvaise santé de l'économie américaine.
<http://www.pawollapale.com/spip.php?article 689>

- **Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).** (2004). *Plan d'actions départemental pour l'environnement et le développement durable du Nord-est : Plan communal de Ouanaminthe.*
http://www.gride.org/_pdf/plan%20d%E9veloppement%20ouanaminthe.pdf

- **THOMAS, E. & The CHANGE Project The Academy for Educational Development.** (2002). *La prévention du VIH/SIDA chez les jeunes en Haïti à travers l'éducation par les pairs.* [http://www.changeproject.org/pubs/youthfinal\(french\).pdf](http://www.changeproject.org/pubs/youthfinal(french).pdf)

- **TREMBLAY, M-A.** (1982). *Les nouveaux chemins de la guérison.*
<http://www.bibl.ulaval.ca/doelcc/pul/notices.html#secntbio.nb18>

- **UNESCO.** (2007). *VIème forum des Ministres du développement social de l'Amérique Latine.*
http://www.portail.unesco.org/shs/en/files/10890/11807036801chapadmalal_declarati on_fr.pdf/chapadmalal_declaration_fr.pdf.

- **World Data on education 6th edition 2006/07.** (2006). Haïti.
<http://www.ibe.unesco.org/International/ICE47/English/Natreps/reports/haiti.pdf>

ANNEXES

- 1- Listes des tableaux et grilles.
- 2- Questionnaire d'enquête et guide d'entretien.
- 3- Cartes, d'Haïti, du Nord-est et de Ouanaminthe.

- **Liste des tableaux et grilles**

Tableaux		
No. D'ordre	Titres	Pages
1	Taille de l'échantillon	38
2	Représentation des jeunes suivant le sexe	44
3	Répartition des jeunes suivant l'âge et le sexe	44
4	Répartition des jeunes par rapport au niveau d'étude	45
5	Répartition des jeunes suivant la profession exercée	45
6	Répartition des jeunes suivant le revenu mensuel moyen	46
7	Répartition des jeunes suivant la dépense minimale de consommation journalière	46
8	Répartition des jeunes par rapport à leur prise en charge	47
9	Répartition des jeunes suivant la satisfaction des besoins fondamentaux	47
10	Répartition des jeunes suivant leur appartenance à un groupement social	48
11	Répartition des jeunes suivant qu'ils pratiquent des activités de loisirs	48
12	Répartition des jeunes suivant le rôle qu'ils pensent pouvoir jouer dans le développement social du pays	48
13	Répartition des jeunes suivant leur aspiration professionnelle	49

- **Liste des tableaux et grilles (suite)**

Tableaux (suite)

No d'ordre	Titres	Pages
14	Répartition des jeunes suivant leur réponse à la question qu'elles sont les actions à mener pour améliorer les conditions de vie des jeunes ?	49
15	Répartition des jeunes par rapport à leur réponse à la question : Qu'est-ce que selon vous qui doit être fait pour réduire le taux du chômage en Haïti ?	50
16	Répartition des jeunes par rapport à leur réponse à la question : Comment les jeunes peuvent-ils acquérir leur autonomie financière et économique ?	50
17	Répartition des jeunes suivant leur réponse à la question : Selon vous quel encadrement l'Etat doit-il donner aux jeunes ?	51
18	Répartition des jeunes par rapport aux actions favorable au développement social déjà mené au sein de la communauté une action	51
19	Récapitulatif des suggestions des enquêtés	60

Grilles

No d'ordre	Titres	Pages
1	Domaine d'investigation et perspectives d'action	41
2	Récapitulatifs des études qualitatives	42

ANNEXES

REPUBLIQUE DU BENIN
UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI
INSTITUT NATIONAL DE LA JEUNESSE DE L'EDUCATION PHYSIQUE ET DU
SPORT
JEUNESSE ET ANIMATION

OPTION : Développement Communautaire

QUESTIONNAIRE D'ENQUETE

Date :

Cibles : Jeunes de la ville de Ouanaminthe

Dans le cadre de la rédaction de notre mémoire de fin de formation en **Jeunesse et Animation** (*Développement Communautaire*) à **l'Institut National de la Jeunesse, de l'Education Physique et du Sport**, nous réalisons une enquête dont nous vous soumettons le questionnaire. Son objectif est d'étudier la contribution des jeunes à la promotion du développement social à travers leur autonomie en particulier ceux de Ouanaminthe.

Tout en vous garantissant la confidentialité des informations que vous nous donnez, nous vous remercions de votre aimable contribution.

A- Questions d'identification

Nom et Prénoms : _____ (Facultatif)

1)- Age :

1- 15 ans – 20 ans

2- 21 ans – 25 ans

3- 26 ans – 30 ans

4- 31 ans – 35 ans

2) **Sexe :**

1- Masculin

2- Féminin

3) **Situation matrimoniale**

1- Célibataire

2- Marié

3- Divorcé

4) **Quel est votre niveau d'étude ? (Cochez une seule réponse)**

1- Primaire

2- Secondaire

3- Universitaire

4- Alphabétisé (e)

5- Aucun

5°) **Que faites vous dans la vie ? (Cochez une seule réponse)**

1- Artisan

2- Commerçant

3- Fonctionnaire

4- Diplômé sans emploi

5- Aucun

B- **Questions relatives à la condition de vie**

1°) **A combien s'élève votre revenu mensuel ?**

1- Entre 250 et 500

2- Entre 500 et 1000

3- Entre 1000 et 2000

4- Entre 2000 et 3000

5- Entre 3000 et Plus

2°) **Quelle est environ votre dépense minimale pour votre consommation journalière ?**

(Cochez une seule réponse)

1- Entre 01 Gde et 25 Gdes

- 2- Entre 25 Gdes et 50 Gdes
- 3- Entre 50 Gdes et 75 Gdes
- 4- Entre 75 Gdes et 100 Gdes
- 5- Entre 100 Gdes et plus

2) Qui prend en charge vos dépenses ? (Cochez une seule réponse)

- 1- Vous
- 2- Vos parents
- 3- Autres personnes
- 4- Précisez _____

3°) Répondez par un oui ou par un non en cochant les cases qui conviennent :

Je me nourris bien

Oui Non

Je me soigne bien

Oui Non

Je m'habille bien

Oui Non

Je suis bien logé

Oui Non

C- Questions relatives à la participation sociale

1°) Votre travail vous rassure- t-il d'une bonne retraite ?

Oui Non

2°) Cochez les cases qui vous conviennent :

1- Je suis membre :

- D'une Association
- D'une organisation
- D'une institution démocratique
- Aucun

2- J'ai fait :

- Le bénévolat
- L'entraide
- Une entreprise
- Dans un projet communautaire
- Aucun

3- Je suis :

- Un acteur culturel
- Un sportif
- Aucun

4- Je pratique des activités de loisirs :

Oui Non

D- Questions relatives à l'auto suffisance

1. Quel rôle pensez-vous pouvoir jouer dans le développement social du pays ?

.....
.....

2. Qu'est-ce que vous souhaiteriez devenir sur le plan professionnel et pourquoi ?

.....
.....

Qu'est-ce qui selon vous, devrait être fait pour améliorer les conditions de vie des jeunes ?

.....
.....

3. Comment pensez-vous qu'on peut réduire le chômage en Haïti ?

.....
.....

4. Comment pensez-vous que les jeunes peuvent acquérir leur autonomie financière et économique ?

.....
.....

5. Quel encadrement l'Etat doit-il apporter aux jeunes ?

.....
.....

6. Quelle participation avez-vous déjà apporté dans la lutte contre la pollution et la désertification dans la commune ?

.....
.....

7. Etes-vous conscient des problèmes liés aux pandémies et endémies ? Si oui quel rôle pouvez-vous jouer dans la lutte contre ces fléaux ?

.....
.....

REPUBLIQUE DU BENIN
UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI
INSTITUT NATIONAL DE LA JEUNESSE DE L'EDUCATION PHYSIQUE ET DU
SPORT
JEUNESSE ET ANIMATION

OPTION : Développement Communautaire

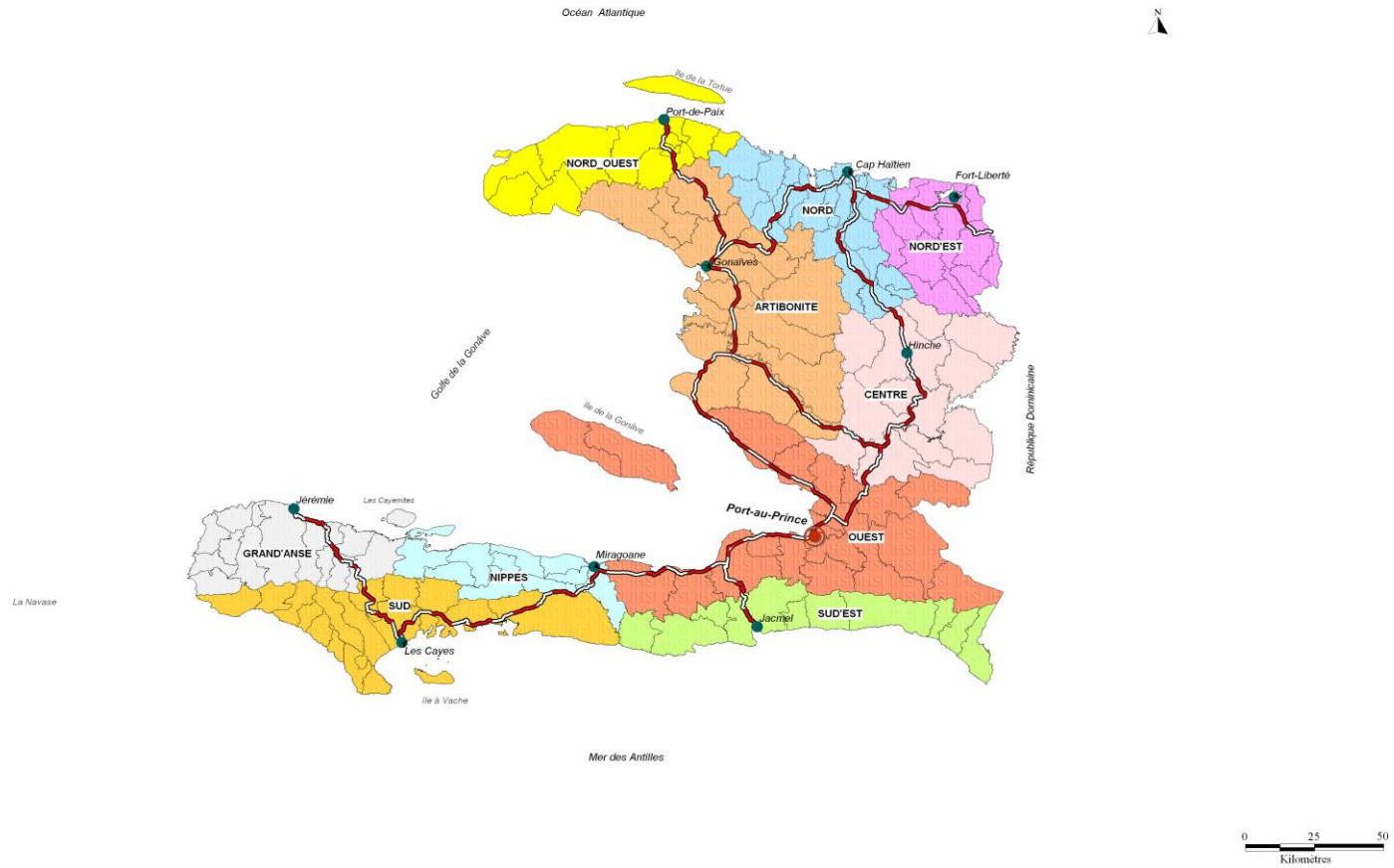
Grille d'entretien

Cibles : Les parents de jeune de la commune de Ouanaminthe

Thèmes abordés	Eléments de connaissances visés
Situation actuelle des jeunes	- condition et qualité de vie. - compréhension de cette situation
Action à entreprendre par l'Etat pour améliorer la situation.	Les démarches entreprises pour inciter les jeunes aux actions civiques et développer leur sens de responsabilité et créativité au bénéfice du développement individuel et collectif.
Participation des jeunes au développement social des jeunes	Apports des jeunes au développement social de la population haïtiennes et dans la lutte contre la pauvreté.









CARTE ADMINISTRATIVE DE LA REPUBLIQUE D'HAITI

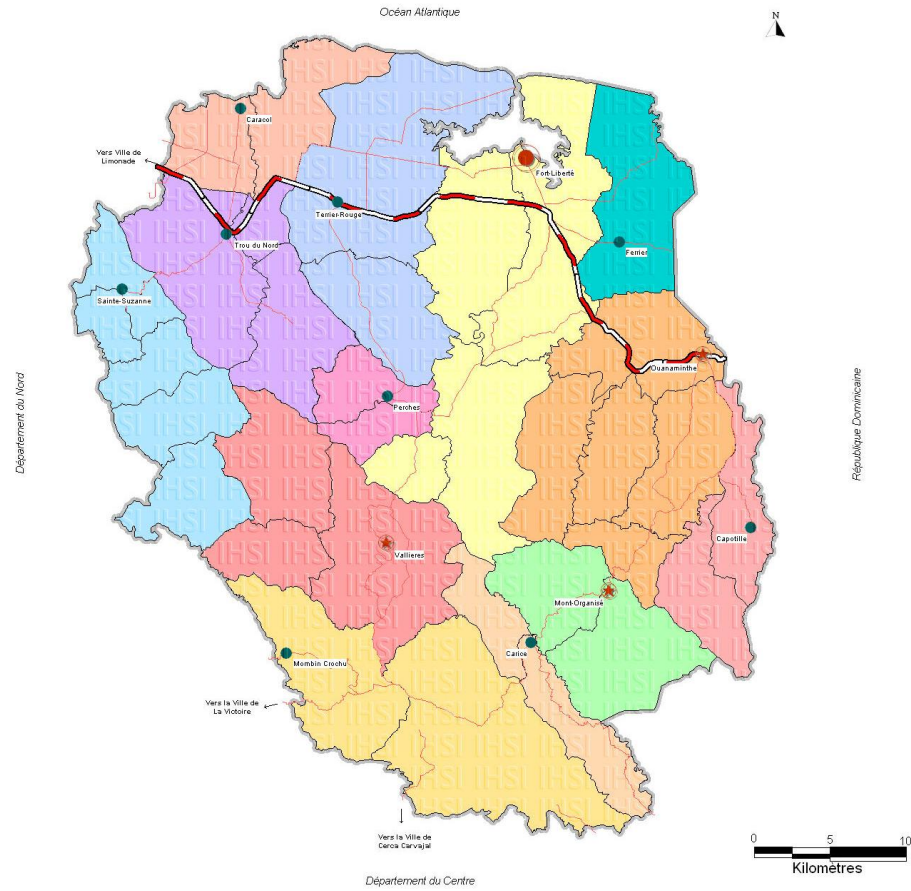
- Légende**
- Chef-lieu de département
 - Capitale
 - Route Nationale
 - Limite commune
 - Limite département



CARTE ADMINISTRATIVE DU DÉPARTEMENT DU NORD-EST

Légende

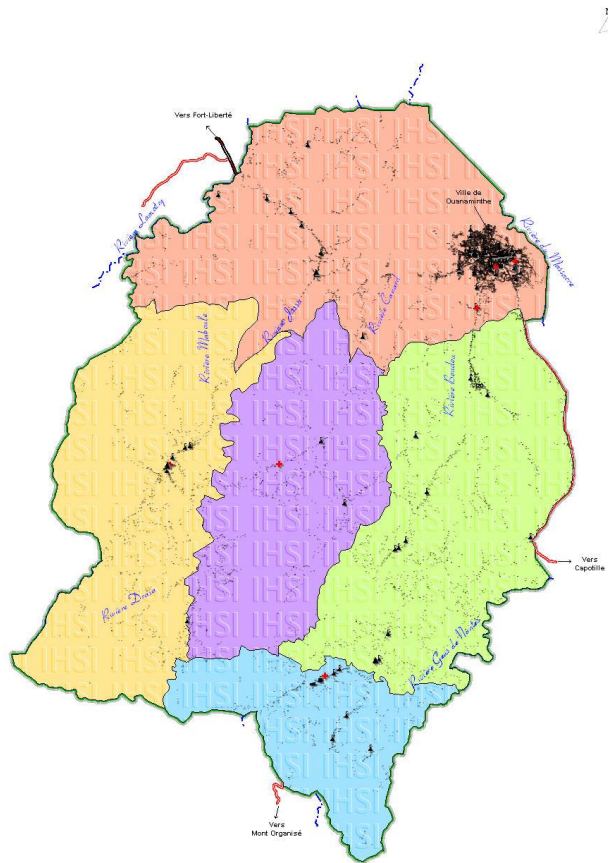
-  Chef-lieu Département
-  Chef-lieu Arrondissement
-  Chef-lieu Commune
-  Route Nationale
-  Routes secondaires
-  Limite Commune
-  Limite Section communale
-  Limite Département



CARTE ADMINISTRATIVE DE LA COMMUNE DE OUANAMINTHE

Sections communales

- 1ère Haut Maribahoux
- 2ème Acul des Pins
- 3ème Savane Longue
- 4ème Savane au Lait
- 5ème Gros de Nattes



Légende

- Edifice Gouvernemental
- ▲ Poste de Police
- ▲ Ecole
- ▲ Etablissement sanitaire
- ▲ Marché
- ▣ Parc, Place, Lieu de sport
- ▣ Résidences, autres bâtiments
- Limite Commune
- Limite Section
- Limite ville
- Route Nationale
- Routes secondaires
- Rivières principales
- Rivière secondaire

Localisation de la commune dans le département du Nord-Est

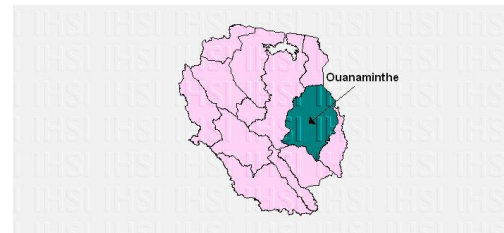


TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES

Sommaire.....	i
Dédicace.....	ii
Remerciements.....	iii
Sigles.....	V
Introduction.....	2
I. Cadre d'étude.....	5
1-1. Justification du choix du thème et du cadre d'étude.....	6
1-1-1. Justification du choix du thème.....	6
1-1-2. Justification du choix du cadre d'étude.....	6
1-2. Présentation du cadre d'étude.....	7
1-2-1. Présentation d'Haïti.....	8
1-2-1-1. Haïti, île des Grandes Antilles aux ressources socioculturelles riches et diversifiées.....	8
1-2-1-2. Constat une population d'immigrés à majorité noire.....	8
1-2-1-3. Haïti, un pays doté d'atouts naturels très favorable au développement d'activités de plein air	9
1-2-1-4. Haïti, pays des Caraïbes au système économique le moins développé.....	9
1-2-1-5. L'organisation du système administratif haïtien....	13
1-2-1-6. Découpage administratif du territoire haïtien : départements, communes et sections communales.	13
1-2-2. La commune de Ouanaminthe : une commune frontalière à forte potentialité économique.....	14
1-2-2-1. Ouanaminthe commune de grandes ressources naturelles.....	15
1-2-2-2. Des activités économiques marquées par le commerce.....	16
1-2-2-3. Les services sociaux et les infrastructures de bases.....	17

II. Cadre théorique.....	21
2-1. Revue de littérature.....	22
2-2. Clarification des concepts.....	25
2-2-1. Auto emploi.....	25
2-2-2. Développement Social.....	25
2-2-3. Education.....	26
2-2-4. Intégration sociale.....	27
2-2-5. Jeune.....	28
2-3. Modèle théorique.....	29
2-4. Problématique.....	32
2-5. Objectifs et hypothèse de recherche.....	34
2-5-1. Objectif général.....	34
2-5-2. Objectifs spécifiques.....	34
2-5-3. Hypothèse.....	35
III. Démarche méthodologique.....	36
3-1. Population d'enquête et «échantillonnage ».....	37
3-1-1. Type d'étude –Population d'enquête et groupes-cibles... ..	37
3-1-1-1. Type d'étude.....	37
3-1-1-2. Population d'enquête.....	37
3-1-1-3. Groupe-cibles.....	37
3-1-2. Echantillonnage.....	38
3-1-2-1. Méthode d'échantillonnage.....	38
3-1-2-2. Choix raisonné.....	38
3-1-2-3. Choix au hasard.....	38
3-1-2-4. Technique d'échantillonnage.....	39
3-1-2-5. Taille de l'échantillon.....	39
3-2. Techniques et outils de collecte des données.....	39
3-2-1. Techniques de collecte de données.....	39
3-2-1-1. Les techniques.....	39
3-2-1-2. La collecte des données.....	40
3-2-2. Outils de collecte des données.....	40
3-2-2-1. Analyse documentaire.....	40

3-2-2-2. Entretien semi-directif.....	40
3-2-2-3. Questionnaires d'enquête.....	41
3-3. Gestion des données et difficultés rencontrées.....	41
3-3-1. Gestion des données.....	41
3-3-2. Difficultés rencontrées.....	41
3-4. Grilles de récapitulation.....	42
IV. Présentation des résultats, analyse et suggestions.....	44
4-1. Présentation des résultats.....	45
4-1-1. Résultats descriptifs.....	45
4-1-2. Résultats relatifs aux conditions de vie des jeunes.....	47
4-2. Analyse.....	53
4-2-1. Haïti : pays en développement et le plus pauvre des Amériques.....	53
4-2-2. Faible participation sociale des jeunes de Ouanaminthe liée à leur condition de vie très difficile.....	55
4-2-3. Le Chômage : un handicap à l'intégration sociale des jeunes en Haïti.....	57
4-2-4. Une position géographique de Ouanaminthe concourant à la culture mercantile des jeunes.....	58
4-3. Suggestions.....	60
Conclusion.....	68
Références bibliographiques.....	71
Annexe.....	76
Table des matières.....	77